

TOUT DOIT PARTIR

octobre 2008 #3

LIQUIDATION TOTALE DE CE QUI NOUS DETRUIT

SOLIDARITE AVEC LES INCENDIAIRES



DE TOUTES LES PRISONS

Nous détruisons, non pour l'amour des décombres,
mais pour la beauté des chemins qui les traversent.

TOUT DOIT PARTIR ?

Tout doit partir ?

Ben ouais TOUT !

Dans un monde basé sur la domination et l'exploitation que pourrait-on bien avoir envie de garder ?

TOUT DOIT PARTIR parce que le "moins pire des systèmes" n'assouvi jamais notre soif de liberté. Parce que la démocratie participative, le capitalisme vert, la croissance durable et les flics qui jouent au foot avec les gamins des quartiers continuent à nous déposséder de nos vies malgré les illusions que ces dispositifs peuvent créer dans les mentalités. Parce que manger un yaourt bio dans une poubelle industrielle ce n'est pas la liberté.

TOUT DOIT PARTIR parce que les projets alternatifs qui tentent de se creuser une niche dans ce monde de merde ne pourront jamais opérer un changement radical et qu'il faut donc détruire toutes les formes de "pouvoir sur" tout en essayant de mettre en place dès aujourd'hui des formes d'organisation(s) s'approchant de nos désirs d'émancipation.

Ce journal, on l'a mis en route pour compiler quelques méfaits de la guerre sociale en cours afin de pouvoir les rendre visibles, de les partager... Et - qui sait ? - de là, peut-être insuffler des dynamiques d'auto-organisation, répandre des idées, voire même, trouver des affinités.

TOUT DOIT PARTIR, c'est aussi une incitation à prendre part aux choses, parce que si un journal c'est bien, les idées demandent plus que jamais à être traduites en actes.

Pour la liquidation totale de ce qui nous détruit.

Tout doit partir.



Table et centres :

C'est la fin de l'été	p.3
Un été chaud... de revoltes	p.4
Case passe pres de chez vous	p.6
Plus de cellules, ... plus de prisonniers.....	p.7
Désertons la peur.....	p.8
Sabotons la machine à expulser	p.9
Retour de flamme.....	p.10

Nucléaire :

Tout va bien.....	p.18
Bienvenue à la grande séance de désinfor- mation.....	p.19
HISTOIRES MUTINES.....	p.22-25

Anti-terrorisme :

Antiterrorisme à la fran- caise.....	p.27
Une arrestation de plus ...	p.27
Pourquoi je me suis fait la malle	p. 28
Lettre de Damien.....	p. 29

Autres :

La résistance au canal ..	p.13
Nous occupons des mai- sons.....	p.16
Le travail paie, le travail tue....	p.17
Nos desirs font désordre.....	p.17
Mobib.....	p.26
Intimidation et jeux policiers.....	p.31

QUELQUES COMPLICES...

Tout doit partir : toutdoitpartir@boum.org

La Cavale : www.anarchistblackcross.be

Basse intensité : [http://basseintensite.
internetdown.org](http://basseintensite.internetdown.org)

Cette semaine : [http://cettesemaine.
free.fr](http://cettesemaine.free.fr)

De Nar : info@denar.be

www.infokiosques.net (même si
tout n'est pas à prendre)



OUI, TOUT !

...C'EST LA FIN DE L'ÉTÉ.

ET TOUT CONTINUE À TOURNER, LES TURBINES DE LA VILLE VONT BON TRAIN APRÈS LA CÉRÉMONIE DES VACANCES (POUR CEUX QUI SE SERONT EXTRAITS UN INSTANT DE LA MONOTONIE INSTAURÉE EN NORMES).

DE LOIN EN LOIN, PARCE QU'ON S'ÉTAIT ÉLOIGNÉ AUSSI, ON ENTENDAIT PARLER DE CE PETIT PAYS OÙ IL NE SE PASSE JAMAIS RIEN ;

ON NOUS A PARLÉ D'UN CENTRE FERMÉ QUI BRÛLE, PUIS D'UNE TRADITIONNELLE GRÈVE DE MATONS, DE CELLULES ET DE CAGES ULTRA SÉCURISÉES POUR CES « NOUVEAUX » RÉCALCITRANTS QUI N'ACCEPTENT DÉCIDÉMENT PAS DE SE PLIER AUX NORMES DE SÉCURITÉ.

ET PUIS, COMME C'EST « LA RENTRÉE », ON RETROUVE LA VILLE ET ON VOIT FLEURIR DE NOUVELLES AFFICHES SUR LES MURS (TIENS, POURTANT « ... C'EST LA FIN DE L'ÉTÉ ») – QUI NOUS PARLE DE MOBIB, LA DERNIÈRE TROUVAILLE TECHNOLOGIQUE DE LA STIB, QUI PERMET DE TRACER LES VOYAGEURS À DISTANCE.

LE CONTRÔLE EST À LA MODE ON DIRAIT ... ON AVAIT OUBLIÉ, C'EST VRAI, SOUS LE SOLEIL ESTIVAL D'AVOIR MAL AU VENTRE SOUS L'ŒIL DES CAMÉRAS. ON SE PRÉPARE À AFFRONTER CEUX DU CONTRÔLEUR DE L'ONEM, DU CPAS, DU CHEF, DU COLLÈGUE, DU PROF, ... (... DU MATON, DU DOUANIER ... DU VOISIN)

ON S'EST REMIS À COURIR AUSSI, C'EST VRAI, LES POCHES VIDES ON COURT PLUS VITE, PARCE QU'ÉVIDEMMENT ON N'A PLUS D'ARGENT APRÈS CES DEUX MOIS DE DÉTENTE.

AH ... LES VACANCES ... NOS PAUVRES POUMONS ASPHYXIÉS AURONT TROUVÉ LEUR RATION D'OXYGÈNE DANS UNE DE CES PARCELLES DE NATURE SAUVAGE QU'IL NOUS RESTE. L'ÉCOTOURISME ... EN CÉVENNES PAR EXEMPLE ; LÀ AUSSI ON NOUS PROTÈGE TOUJOURS MIEUX DU DANGER.

DE CES JEUNES « TERRORISTES » QUI NOUS ASSAILLENT SUR LE MARCHÉ AVEC LEURS TRACTS ET QUI SÉQUESTRENT « VIOLEMMENT » LE PERSONNEL D'UNE AGENCE IMMOBILIÈRE.

POUR DIRE QUOI ? PARLER DE L'EXPULSION DE LEUR LIEU DE VIE « SQUATTÉ SANS DROIT NI TITRE », DU DÉBARQUEMENT DE LA GENDARMERIE ET DE SA TRADITIONNELLE BRUTALITÉ ORGANISÉE, DE LEURS JARDINS SACCAGÉS, LÉGUMES PIÉTINÉS.*

CES TERRORISTES QU'ON VOUDRAIT VOIR AILLEURS QUE SUR NOS PLACES DE MARCHÉ.

D'AILLEURS, ON NOUS A PARLÉ DE CES « CAS » : JUAN, ISA, DAMIEN, ... INQUIÉTANTS CES JEUNES RÉVOLTÉS.

HEUREUSEMENT, CHEZ NOUS, ÇA NE SE PASSE PAS COMME ÇA, ON A LES QUARTIERS DE HAUTE SÉCURITÉ À BRUGES, À LANTIN, LEURS CAGES ULTRAMODERNES.

ET AUX CENTRES DE BRUGES ET DE VOTTEM AUSSI PARCE QU'APPAREMMENT LES « SANS PAPIERS » NE SE LAISSENT PLUS FAIRE.

PARCE QU'APPAREMMENT 67 JOURS DE GRÈVE DE LA FAIM NE SUFFISENT PLUS À FAIRE RÉAGIR LES POLITIQUES.

PARCE QU'APPAREMMENT LES CORPS SUPPLICIÉS SONT PASSÉS DE MODE.

ON EST TROP CYNIQUES ? ON DEVRAIT ÊTRE CONTENTS, ON A TOUT LE CONFORT MODERNE (... OUI MAIS C'EST QU'ON N'A RIEN DEMANDÉ ...). QUAND LES CENTRALES NUCLÉAIRES FUIENT, ON DEVRAIT SE RAPPELER QUE C'EST GRÂCE AU NUCLÉAIRE QUE NOS TÉLÉS S'ALLUMENT, QUE NOS APPARTEMENTS S'ILLUMINENT, QUE NOS GSM SONNENT.

COMMENT EST-CE QU'ON FERAIT SANS ?

... ON A BIEN QUELQUES IDÉES ... ELLES S'ESSAIENT DANS LES VILLES, DANS LES CAMPAGNES...

ELLES S'APPELLENT SQUATT, VIE COLLECTIVE, AUTONOMIE ALIMENTAIRE ; ELLES

TRAÎNENT SUR LE BORD DES AFFICHES QU'ON LIT AU DISTRIBUTEUR DU COIN :

EXPROPRIATION, SABOTAGE, INCENDIE ; SOLIDARITÉ, GRATUITÉ, PARTAGE ;

SUR LES MURS « BRÛLE TA PRISON » ...

BON, FINALEMENT, ON VA SE CHERCHER UN MANTEAU BIEN CHAUD ET DES GANTS. VISIBLEMENT L'HIVER SERA CHAUD ET LES NUITS SERONT LONGUES.

texte transmis par une complice de l'ombre

*Cela fait référence à l'expulsion du Pratt dans les Cévennes. Vous pouvez trouver le journal de contreinfo des Cévennes sur <http://contreinfo7.internetdown.org/spip.php?rubrique12> ; et contacter le collectif en Cévennes via leur mail: [collectifencevennes\(a\)no-log.org](mailto:collectifencevennes(a)no-log.org)



UN ÉTÉ CHAUD... ... DE RÉVOLTE

(tract distribué sur plusieurs marchés de Bruxelles)

ALORS QUE BEAUCOUP ESSAIENT DE SAVOURER LEURS VACANCES, la température dans les cellules de la démocratie belge n'est pas descendu. Depuis plus de deux ans, des prisonniers cassent la routine de la machine à enfermer par des révoltes collectives et individuelles, des occupations, des évasions... Les derniers événements en disent long. Début juillet, une mutinerie éclate dans le centre fermé de Steenokkerzeel, un de ces authentiques camps où l'Etat déporte les indésirables. L'Unité d'Intervention Spéciale de la police bande les yeux à cinq prisonniers récalcitrants et les dispersent vers d'autres centres. Mi-juillet, deux prisonniers montent sur le toit du centre fermé de Merksplas pour dénoncer leurs conditions de détention. Pour soutenir ce geste, deux ailes du centre se mutinent. Deux charges de police ont été nécessaires pour mater la révolte. Dans la nuit qui suit, un prisonnier à Turnhout met le feu à sa cellule, ce qui cause des dégâts dans tout le couloir. Cinq jours plus tard, deux jeunes prisonniers séquestrent un maton à la prison de Louvain. Ils exigent la liberté. Puis ils la relâchent avant de se barricader dans un atelier et d'y foutre le feu. Comme à Merksplas, seul l'assaut l'Unité d'Intervention Spéciale permet de rétablir l'ordre. Les deux jeunes sont placés en isolement dans l'autre prison de Louvain. Le dernier jour de juillet, quelques prisonniers de la taule de Merksplas refusent de réintégrer leurs cellules. Ils s'armement de couteaux et de bâtons et se barricadent dans une aile, puis commencent à détruire l'infrastructure tant haïe et réduisent en cendre une aile entière. Ce n'est que dans la nuit que l'Unité d'Intervention Spéciale réussit à les maîtriser et que la police anti-émeute rétablit l'ordre.

Face à une telle vague de violence libératrice, l'Etat serre les lèvres alors que ses laquais journalistes entament une énième séance d'endoctrinement. Les prisonniers révoltés et les rebelles deviennent alors des preneurs d'otage, des manipulateurs, des ultra-violents, des fous et, pourquoi pas, des terroristes. Malgré l'intensité de l'aliénation et de l'exploitation qui trouble nos capacités de réfléchir, quelques questions suffisent pour comprendre comment tout cela fonctionne.

Qui sont les preneurs d'otage?

Prise d'otage d'une gardienne : tel fut le titre des journaux à propos de l'action des deux prisonniers à Louvain. Mais qu'est-ce que la prison sinon la prise d'otage permanente de milliers de personnes par l'Etat ? Que sont les juges sinon les responsables de cette prise d'otage quotidienne ? Que sont les matons d'autres que les preneurs d'otages qui perçoivent de l'argent sale – un salaire à l'odeur de sang – de leur maître ? Cet énorme preneur d'otage qu'est l'Etat exige des séquestrés et du reste de la population une chose très simple : accepte ta place à l'intérieur du système. Accepte le fait de devoir toujours travailler pour rendre les riches encore plus riche, accepte la misère et la soumission comme ta destinée. Accepte que dans la vie, il y ait des gagnants et des perdants. Les gagnants, ce sont ceux qui se font de l'argent sur notre dos sous la protection de la loi et de la police. Les perdants, ce sont nous que le système essaye de forcer à accepter ce monde. Et nous resterons toujours des perdants tant que nous ne nous révolterons pas. Comme tout prisonnier le sait trop bien, la seule manière de rester debout et de conserver sa dignité derrière les murs gris de la démocratie, c'est de s'affronter en permanence avec les autorités pénitentiaires – avec les mille-et-une façons que la révolte nous fournit.

Qui sont les fous?

Les rebelles qui sont montés sur le toit du camp de déportation de Merksplas et les rebelles internés qui ont livré toute une aile de la prison au feu libérateur,



ont été dépeints comme des 'fous'. Mais les 'illuminés' ne seraient-ils pas justement ceux qui essaient de nous vendre une vie ennuyante de routine et de télévision ? Ne seraient-ils pas ceux qui détruisent tout notre environnement avec leurs immeubles de bureaux, leurs TGV, leurs centrales nucléaires, leurs complexes immobiliers invivables ? Les 'illuminés' ne seraient-ils pas ceux qui nous exposent quotidiennement aux radiations nocives des antennes de portables et des connections sans fils, à l'émission toxique de leurs usines chimiques ? Mais leur 'folie' n'est pas aveugle, elle est bien rationnelle : la planification réfléchie et déterminée d'un projet de mort pour se faire toujours plus de fric.

Qui sont les manipulateurs ?

La nouvelle astuce des hommes de pouvoir est de qualifier le conflit social qui se joue dans les différentes formes de prisons et dans la rue de « chantage ». Un conflit à l'intérieur duquel les rebelles ne se laissent pas imposer les règles démocratiques qui servent justement à maintenir l'ordre existant, c'est donc du « chantage ». Les occupations de plusieurs grues sur des chantiers à Bruxelles pour dénoncer la machine à expulser, selon ces messieurs les politiciens, ce n'est tout simplement que du « chantage ». La lutte sociale ne sera jamais du chantage ou du terrorisme, les vrais manipulateurs et les vrais terroristes se trouvent ailleurs. Ce sont les banques qui nous pompent par des prêts dont on a besoin pour survivre dans la jungle capitaliste. Ce sont les patrons qui nous menacent de licenciement quand nous n'acceptons pas leur tyrannie. C'est l'Etat qui fait planer la menace de condamnations et d'emprisonnement lorsque nous ne nous plions pas à sa soif de domination. Les puissants de ce monde savent parfaitement que lorsque ce chantage est dépassé par ceux qui ne supportent plus cette misère, il y a quelque chose de très important en jeu. C'est dans des moments pareils que nous retrouvons notre force potentielle. Ce n'est que par la lutte sociale et la révolte que le mirage de ce monde perd de son enchantement.

Qui sont les violents ?

Chaque année, plus de 200 personnes meurent dans des accidents de travail en Belgique. Chaque année, des dizaines de prisonniers meurent derrière les barreaux ou lors d'expulsions. Chaque année, des dizaines de personnes sont abattues par la police, comme ça s'est passé dernièrement à Charleroi lorsque, pour la troisième fois en moins d'un an, un voleur de voiture a été exécuté de plusieurs balles dans la tête. La violence quotidienne de l'Etat, de l'autorité et du capitalisme ne connaît aucune limite. Aussi, quand ils qualifient notre révolte de « violente », nous ne pouvons que rire. Quand ils affirment que la lutte sociale est du terrorisme, nous comprenons clairement qu'ils tentent par la même de faire passer le seul terrorisme qui existe - c'est-à-dire celui de ce système et sa terreur du fric, de la prison, de la police, des frontières, de l'internement, de la misère... - comme le meilleur des mondes. Bien peu croient encore que l'on peut changer les choses en allant mendier auprès des politiciens, en votant, en présentant respectueusement des revendications ou en déposant des pétitions. Tout le monde sait que la lutte sociale cherche son propre chemin et qu'elle ne devient nôtre que lorsque c'est nous-mêmes qui décidons. En nous organisant indépendamment des syndicats, des partis et des institutions ; en choisissant nous-mêmes comment frapper l'ennemi, au-delà des catégories « légales » ou « illégales ». Face à la violence du système, nous envisageons la révolte sous toutes ses formes. Aussi, ça nous réjouit quand des prisonniers mettent le feu à leurs cellules, quand ils scient leurs barreaux pour se faire la belle, quand ils refusent de continuer à dire « Merci chef » à l'uniforme qui leur ferme la porte chaque jour.

Il s'agit de refuser partout où c'est possible le chantage du système et de combattre le terrorisme d'Etat basé sur la domination et l'exploitation. Pour qu'aucune révolte ne reste isolée derrière les murs des prisons, derrière les barbelés d'un centre fermé, à l'intérieur de l'enceinte d'une usine en grève, d'un quartier en émeute, du haut de la cabine d'une grue !

**Solidarité avec la lutte contre toutes les prisons
et les camps de déportations !**

Liberté pour tous et toutes !

**Aucun mur ne sera trop haut pour la rébellion,
aucun ennemi ne sera trop bien protégé contre la révolte !**

Farid B dans le nouveau module d'isolement à Bruges

Début juillet, l'Etat a ouvert le nouveau module d'isolement de la prison de Bruges. Suite à des années de révolte et de rébellion dans les geôles de la démocratie, une des réponses de l'Etat est justement de perfectionner le système d'isolement pour ceux qui n'acceptent pas leur condition d'otage et qui refusent de se soumettre aux dictats du système pénitentiaire. Ce module d'isolement sert également à menacer et à décourager ceux qui pourraient franchir le pas vers une rupture avec la résignation.

Dans ce module d'isolement se trouvent actuellement trois prisonniers, dont Farid Bamouhammad qui y a été transféré début septembre. Farid a déjà fait un long parcours de révolte contre les administrations pénitentiaires. Il y a de ça quelques mois, l'Etat prétendait redorer son blason en reconnaissant et en condamnant au niveau judiciaire les mauvais traitements et les tortures infligés entre autres à Farid dans le bloc U de Lantin. Son transfert vers la prison de Louvain Centrale, avec son régime dit plus modéré, s'est avéré après coup n'être qu'une escale vers l'isolement plus perfectionné du nouveau module de Bruges. C'est d'ailleurs la seule raison pour laquelle le silence semblait régner parmi les gardiens alors qu'ils avaient pris l'habitude dans la plupart des prisons, et notamment à la prison de Louvain Centrale, de se mettre en grève pour exiger le transfert de Farid dès son arrivée.

Deux semaines à peine après son arrivée à Bruges, une confrontation a eu lieu avec les gardiens suite à laquelle Farid a été sévèrement passé à tabac, sans doute par l'équipe spécialement entraînée pour ce genre de boulot. Farid a été assez gravement blessé au point d'en avoir les artères bouchées. Cependant, la direction a refusé de le faire soigner à l'hôpital de la prison.

Le module d'isolement de Bruges consiste en dix cellules d'isolement, équipées de lits en béton et de sanitaires fixés au murs. Le peu de lumière qui entre, est filtré par des barreaux doublés et un grillage. Les prisonniers sont amenés une heure par jour dans une minuscule cour de «promenade», entourée d'une enceinte de grillage et couverte avec des grillages.

(texte reçu via la liste mail de l'ABC:
abc.antwerpen@gmail.com)



Ca se passe près de chez vous...

Ceci n'est pas un dépliant publicitaire et pourtant c'est un jour comme les autres. Ne vous faites donc pas de soucis; le temps est aussi pluvieux qu'ailleurs, votre travail aussi barbant, votre chef a aussi mauvais caractère et vos factures sont aussi salées que d'habitude. Tout va bien, il n'y pas l'ombre d'une liberté...

Ne vous posez pas trop de questions.

Vous vivez dans une maison moyenne, vous ne menez pas grand train, mais n'êtes pas dans la misère non plus; devant cette maison se trouve un jardin bien tondu, selon les règles de l'art, et calqué sur celui de vos voisins; mesuré, sans fioritures, mais surtout sans mauvaises herbes. A l'école, vos enfants subissent le même nivellement, le même processus

de conformisation. Vous épluchez leurs bulletins à la recherche de talents cachés et oubliez que là-bas seule la médiocrité est récompensée par de bons points. Le premier de la classe est médiocre par excellence.

Mais, en fait, vous aussi vous vous évaluez selon la même échelle sociale : celle du voisin exemplaire, du travailleur modèle et du serviteur impeccable. Dans ce jeu de rôle, nous nous privons sans mesure: nous coupons dans nos désirs, nous restreignons nos rêves et étouffons dans la peur chaque élan vers la liberté.

Peur des regards désapprobateurs du voisinage, d'un mauvais bulletin, d'être montré du doigt au travail, du licenciement, des dettes contractées à la banque, des factures impayées, des huissiers, des contrôleurs, des amendes.

Peur, finalement, de finir aux oubliettes de Sint-Andries. Car, à deux pas de chez vous, cet énorme complexe pénitentiaire jette son ombre sur votre liberté mesurée: comme une menace en évidence. Une prison n'est JAMAIS uniquement construite pour ceux qui la peuplent. Elle est toujours là, à vous chuchoter à l'oreille que, pour vous aussi, il reste une place de libre.

Là-bas, à côté de chez vous, ils construisent des cages depuis des mois : un quartier d'isolement avec des cellules d'isolement. Les prisonniers qui n'acceptent pas leur emprisonnement ni les abus des gardiens, y recevront à partir d'aujourd'hui un «traitement spécial». Une promenade par jour dans une cage fermée, aucun contact avec les autres prisonniers, des visites limitées sous un contrôle sévère. Le mois passé, Farid Bamouhammad a été transféré dans ce quartier de la prison de Bruges et a été battu par les gardiens. Il souffre encore de ses blessures et le médecin de la prison refuse de le soigner.

Ça se passe à côté de chez vous... un homme est tabassé et enterré vivant, parce que la liberté lui tient plus à coeur que la peur. La même peur qui vous remet au pas. La même liberté qui se trouve à votre portée.

Toujours du côté des prisonniers rebelles!

(tract distribué dans le quartier entourant la prison de Bruges)

Plus de cellules... plus de prisonniers

Fin avril 2008, les partis de l'ancien gouvernement ont atteint un accord à propos de la restructuration du système pénitentiaire. Il ne fait aucun doute que ce plan sera également le fil conducteur des gouvernements à venir. Pour l'année 2012, 2522 nouvelles cellules seront ajoutées, ce qui signifie une augmentation de capacité de 25%. Pour comparaison : en 1980, 6.000 personnes étaient enfermées, aujourd'hui, le nombre de prisonniers s'est élevé à plus de 10.000. Sur la carte ci-dessous, nous donnons un aperçu des projets de construction, dans le cadre ci-contre un aperçu des chantiers prévus.

Le Ministre de la Justice a soulevé un coin du voile avec son mémoire détaillant la politique carcérale à suivre, ce qui donne également la direction pour les prochains gouvernements :

- En 2008, 626 nouveaux matons et 325 assistants juridiques et sociaux seront embauchés.
- Les procédures disciplinaires pour sanctions, fouilles et isolement des prisonniers seront simplifiées, sur demande des syndicats de matons.

- Assouplissement drastique de la procédure pour déporter sous contrainte les étrangers qui ont été condamnés en Belgique vers le pays d'origine. Les derniers mois, la Belgique a conclu un tel accord avec 33 pays.

Il a formulé les propositions suivantes :

- Augmenter la détention juridique, qui permettait jusque là à la police de détenir des suspects pendant 24h, à 48 heures.
- Assouplir la procédure pour prendre les empreintes génétiques et les stocker dans des banques de données. Pour le moment, il y a une banque de données avec plus de 12.000 empreintes génétiques de condamnés et 1.500 empreintes d'autres personnes.
- Elargir et simplifier la procédure de comparution immédiate. Ainsi, des personnes pourraient être emmenées devant le tribunal déjà quelques jours après leur arrestation, par exemple après avoir été prises en flagrant délit.
- Extension de la surveillance électronique pour des personnes qui normalement seront détenues en préventive.

LES CHANTIERS...

- Une étude est en cours pour l'élargissement de la **prison de Turnhout**. Vers la fin de cette année, le gouvernement fera un appel d'offres et décidera des architectes, entrepreneurs etc. pour commencer la construction vers avril 2009.
- Une étude est en cours sur la réouverture éventuelle de l'**ancienne prison de Tongres**, qui est aujourd'hui un musée sur les prisons, pour en faire une prison pour mineurs.
- Le projet de construction d'une **nouvelle prison à Termonde** est confirmé définitivement.
- Après la prison de Bruges, des filets contre les évasions en hélicoptère seront placés dans les **prisons de Ittre, Hasselt, Andenne et Lantin**.
- Le terrain pour la **nouvelle prison psychiatrique à Anvers** (à Linkeroever) a été récemment acheté.
- La construction d'une nouvelle aile dans la **prison de Saint-Gilles** et celle de **Hoogstraten** débutera mi 2009.
- La construction d'une nouvelle aile dans la **prison de Merksplas** a commencé.
- La construction d'une nouvelle aile dans la **prison de Tournai**, commencée en 2007, sera finalisée en juin 2010.

... et les entreprises de construction

À ajouter sur la liste des entreprises qui font de la thune avec l'enfermement, publiée dans la Cavale 12 :

□ **SPRL Collewaert** : travaux de toiture et réparation dans la prison de Gand pour une valeur de plus de 300.000 euros.

□ **DCA SA** : aménagement d'égouts, cuisine et atelier pour une valeur de plus de 3 million d'euros.

Pour rechercher les entreprises, entrepreneurs, architectes, fournisseurs qui travaillent pour le gouvernement, tu peux aller voir sur le site officiel des adjudications publiques www.jepp.be. Avec 'recherche avancée' dans le menu à droite, tu sélectionnes ensuite 'Adjudicateur' par exemple 'Régie des Bâtiments'. Ensuite apparaît une liste d'ordres confiés par cet établissement. En dessous, tu trouveras le devis et l'adjudication de l'ordre confiés à certaines entreprises dans un document attaché (format PDF).



RÉCEMMENT RÉALISÉ

- Renovation de la prison de Gand (début 2008)
- Renovation de la prison de Turnhout (fin 2007)
- Renovation de la prison de Malines (fin 2007)
- Une nouvelle aile dans le centre fermé 127bis à Steenokkerzeel (fin 2007)
- Les nouvelles modules d'isolement dans les prisons de Bruges et de Lantin

bref, du désordre

06/10 LAEKEN - Cette nuit nous avons défoncé à coups de marteaux une caisse de Dalkia à Laeken. Par ce geste nous voulons saluer les émeutiers de la prison de Bruges. Pour la démolition de toutes les prisons!

19/09 BRUXELLES - Alors que les matons entamaient une grève de 24h pour atteindre de meilleures conditions de travail, plusieurs vitres du siège de la cgsp (syndicat socialiste) de Bruxelles furent brisées et un tag fut laissé sur place : «matons - batards». Cette grève avait été supportée par le syndicat socialiste

25/08 LIEGE - Un détenu s'est évadé du Palais de Justice de Liège lundi peu après 11h00. Lorsqu'il a entendu que sa libération conditionnelle était révoquée, l'individu s'est levé et a pris la fuite. Malheureusement, il a été retrouvé le lendemain chez une amie qui l'hébergeait.

01/08 GAND - Les voitures de deux gardiens de la prison de Gand ont pris feu vers 03h00 du matin.

30/07 MERKSPLAS - Cinq internés de la prison de Merksplas ont dégradé du matériel. Ils ont causé un début d'incendie dans un couloir, ce qui a entraîné l'évacuation de quelques détenus. L'incendie a détruit une aile de la prison.

27/07 BRUXELLES - Un véhicule de FABRICOM GTI a été incendié. Fabricom GTI, membre du groupe SUEZ, fait des travaux dans plusieurs prisons belges.

25/07 LOUVAIN - Deux individus ont pris en otage une gardienne et l'ont contrainte à les faire sortir de leur cellule. Ils l'ont libérée un peu plus tard et se sont retranchés dans la bibliothèque de l'établissement pénitentiaire où ils ont causé des dégâts, boutant le feu à des papiers. Ils ont également utilisé le mobilier et les ordinateurs pour canarder les policiers. La police locale de Louvain a fait appel aux unités spéciales de la police fédérale (DSU) qui ont finalement «maîtrisés» les détenus

21/07 LAEKEN - Dans la nuit du 21 au 22 juillet, un distributeur de billets de La Banque de la Poste à Laeken a été incendié. Le slogan «Feu aux prisons» a été tagué à côté du distributeur. Solidarité avec les émeutiers de Merksplas qui se sont affrontés aux flics le 20 juillet!

20/07 TURNHOUT - Un détenu a essayé de mettre le feu à la prison de Turnhout en boutant le feu au matelas de sa cellule. Le personnel de la prison a malheureusement maîtrisé la situation.



Des consommateurs de peur dans un monde d'insécurité : voilà ce qu'ils voudraient faire de nous. Pour atteindre ce but et préserver leur pouvoir et leur privilège, les Etats instillent de fausses phobies et alimentent des monstres imaginaires. L'obsession sécuritaire, déclinée à travers les innombrables "paquets sécurités"¹, individualise à chaque fois l'ennemi du jour : les Roms, les laveurs de vitres, les prostitués et plus généralement les étrangers qui deviennent la cible vers laquelle il est simple de projeter nos propres anxiétés.

En réalité, il y a bien d'autres raisons de perdre son travail ou de mourir. Tout comme il y a d'autres raisons qui permettent de ne pas avoir de maison ou accès aux soins.

La machine de la terreur étatique et économique dans l'ombre de la démocratie nous présente tout projet de domination comme étant utile ou nécessaire : du nucléaire aux gros ouvrages de dévastation environnemental, de la guerre jusqu'aux dernières trouvailles fantaisistes du maire-shérif du coin. Les interdictions de manger dans la rue ou de faire la manche, de laver les vitres ou de faire des châteaux de sable sont des manières de détourner l'attention des personnes qui, fatiguées et aliénées par la propagande, ne se rendent pas compte que rien de tout ça n'a jamais provoqué le moindre problème.

C'est ainsi qu'on ne sait même plus de quoi avoir peur. Et si demain l'eau et la nourriture ne se trouvait plus dans les supermarchés ? Si, tout d'un coup, une grippe apparaissait et que nous ne pouvions y trouver un remède ? Nous n'aurions plus ni les anciens savoirs qui nous permettaient d'être auto-suffisants ni les relations interindividuelles garantissant un réseau solidaire.

N'étant plus patrons (*sic!*) de nous-mêmes, nous n'arriverions plus à prendre nos vies en mains.

Nous serions face à un ennemi qui n'existerait pas, alors que les vrais responsables de cette débâcle, les patrons et les gouvernants de toutes les couleurs, eux seraient toujours à leurs places, occupés à mettre en place la prochaine dévastation.

Plus que tout, nous aurions perdu la conscience de la réalité et de nous-mêmes dans un océan d'indifférence et de rancune, tandis que le pouvoir réécrit continuellement le passé, nous faisant ainsi perdre la mémoire de l'histoire et de la culture.

On acceptera, comme nous le faisons déjà, que les pauvres étrangers soient enfermés dans des camps de déportation (lagers) que l'on appelle "centre d'identification et d'expulsion", pour ensuite être virés du château parce qu'ils ne sont pas assez dignes à notre vue.

On acceptera les morts dans la mer qui cherchaient une possibilité de survie, et on acceptera le racisme rampant qui tue.

Il n'y a plus de temps à perdre pour changer de cap, pour sortir du lac de la pacification sociale dans lequel ils veulent nous noyer. C'est cette idée qui a fait que, ces dernières années, quelques anarchistes aient mené ouvertement des luttes, plus particulièrement à l'encontre du lager à gestion catholique qu'était le centre "Regina pacis" de San Foca (Lecce).

Des luttes menées par en bas, suivant des principes qui ont toujours été ceux des anarchistes : l'auto-organisation, l'horizontalité dans les relations, l'action directe. Des luttes et des méthodes que l'Etat voudrait arrêter par la terreur, les procès, les condamnations et des années de prison.

Le 9 octobre, le procès de deuxième degré à l'encontre de douze personnes s'ouvrira à la cour d'assises du tribunal de Lecce.

La solidarité envers eux est le premier et le moindre des gestes pour commencer à désertier la peur.

¹ Nouvelles lois sécuritaires adoptées par l'Italie dans le but de lutter contre la criminalité et visant spécialement les étrangers.

bref, du désordre

08/10 BRUXELLES - une manifestation sauvage contre les centres fermés et les déportations s'est déroulée à partir de l'Université Libre de Bruxelles. Environ 70 personnes ont défilé à travers Ixelles et le quartier Midi. Arrivées à la gare du Midi, elles ont occupé pendant plus d'une heure la voie où se trouve le Thalys. Il n'y a pas eu d'arrestations.

23.09 - Après 73 jours de grève de la faim, les sans-papiers occupants l'ULB mettent fin à leur action. Ils reçoivent un permis de séjour de 3 mois pour des raisons médicales

22.09 GAND - Le conseil communal de Gand fut perturbé par une cinquantaine de sans-papiers et autres sympathisants. Ils firent irruption dans la salle du conseil pour exiger la régularisation immédiate de tous les sans-papiers.

17.09 SAINT-TROND - Lors d'une raffe dans plusieurs bars de la chaussée de Liège, les flics ont essayé d'arrêter deux personnes sans-papiers. L'une d'entre elles est parvenue à s'échapper.

09.09 WASSEIGES - Alors que la police essayait de déloger une famille qui avait reçu un ordre de quitter le territoire, celle-ci s'est mise à balancer des affaires sur les flics qui essayaient de forcer la porte de la maison. La famille fut finalement arrêtée et amenée au centre 127 bis

01/09 BRUXELLES - En soutien aux grévistes de la faim de l'ULB, les militants du CAS se sont enchaînés depuis ce matin aux entrées de l'Office de la Honte pour en bloquer l'accès et tenter d'en empêcher le fonctionnement.

27/08 BRUXELLES - Dans la nuit de mardi à mercredi plusieurs tags en solidarité avec les détenus s'étant mutinés au centre fermé 127 bis sont apparus sur les murs de Bruxelles. Parmi ceux-ci : «Solidarité avec les émeutiers du 127 bis», «dedans/dehors. Attaquons les centres fermés et leur monde», «Beau comme un centre fermé qui brûle», «émeute au 127 bis - solidarité active», «Feu aux centres», «Ni centres ni prisons», ...

SABOTONS LA MACHINE A EXPULSER

L'espace public que nous habitons quotidiennement est d'abord le lieu de la circulation du capital et des marchandises, mais aussi le lieu des contrôles d'identité ou au faciès, le lieu de la peur généralisée. Au sein de l'ordre social, la rengaine policière est toujours la même : « circulez, il n'y a rien à voir ». Pourtant, la rue est aussi le lieu de l'organisation quotidienne, des petites enroules, des ruelles sombres, des rencontres imprévues et des émeutes. Prendre au sérieux la violence quotidienne qui nous est faite, ce n'est plus monter dans un bus quand une rafle est en train de se passer, ce n'est plus signer une pétition quand il y a une grève de la faim, ce n'est plus tenter de convaincre ceux qui ne nous écouteront jamais, ce n'est plus demander lorsqu'il s'agit de prendre.

Aucun slogan réformiste n'est opérant. Aucun gouvernement ne peut régulariser tous les sans-papiers, arrêter les rafles ou supprimer des centres fermés. Ce n'est pas Turtelboom qui produirait une politique « inhumaine » ou « injuste », c'est que la fonction première de l'Etat et de ses institutions est de prévenir et de neutraliser toute conflictualité pour imposer la paix sociale. Ce n'est que depuis un bouleversement radical des conditions d'existence qui produisent ce monde, que la « suppression des centres fermés » trouvera une consistance réelle, que nous pourrions tous avoir des papiers, ou mieux, ne plus en avoir.

Lorsque nous sommes dans les rues sans avoir demandé d'autorisation à la police, nous apprenons à nous défaire des illusions de la démocratie parlementaire. Faire émerger cette conflictualité, c'est assumer notre étrangeté à ce monde. Habiter cette étrangeté, non pour la résoudre mais pour la faire exploser, pour lui donner une force afin de la propager.

Face aux rafles et aux déportations, face aux humiliations quotidiennes produites par l'école, le travail ou la police,

Pris dans un contrôle qui s'impose chaque jour un peu plus dans nos rues par les caméras, les flics de quartiers, les citoyens-flics, l'accroissement des lois d'exception,

Face à la criminalisation des luttes et à la répression qui l'accompagne,

Face au traitement médiatique, sociologique ou politologique des mouvements de résistance,

Devant l'insuffisance révélée des modes de luttes de sans-papiers ou de leur organisation, les seuls actes à la hauteur de la situation, c'est un groupe qui se forme pour empêcher une expulsion, un centre fermé qui crame, des réseaux qui s'organisent pour s'opposer aux rafles.

Apprenons à ignorer le pouvoir du flic qui nous demande de rentrer chez nous, à ignorer la peur sociale qui nous fait nous censurer ou ne pas oser affirmer ce qui est pour nous le vrai parce que « les gens » ne le

comprendraient pas,

APPRENNONS À NE PLUS AVOIR HONTE DE NOTRE RAGE MAIS À LA PARTAGER.

Des étrangers à l'ordre mondial (CAS)

(texte trouvé sur www.cemab.be)



VIVE LES REVOLTES CONTRE L'AUTORITE ET L'ENFERMEMENT !

Dans la nuit du 23 au 24 août 2008, quelques détenus ont bouté le feu au centre fermé de Steenokkerzeel.

2 ailes sur 3 ont été partiellement détruites et sont encore inutilisables.

Très vite, les gardiens de plusieurs centres fermés se sont mis en grève pour réclamer de plus grandes mesures de sécurité.

Leur demande est entendue par les politiques : deux nouvelles ailes de haute sécurité seront construites spécifiquement pour les demandeurs d'asile à «*problèmes comportementaux*».

Or, pour nous, c'est accepter ce monde autoritaire de la peur et de l'enfermement qui relève des troubles comportementaux.

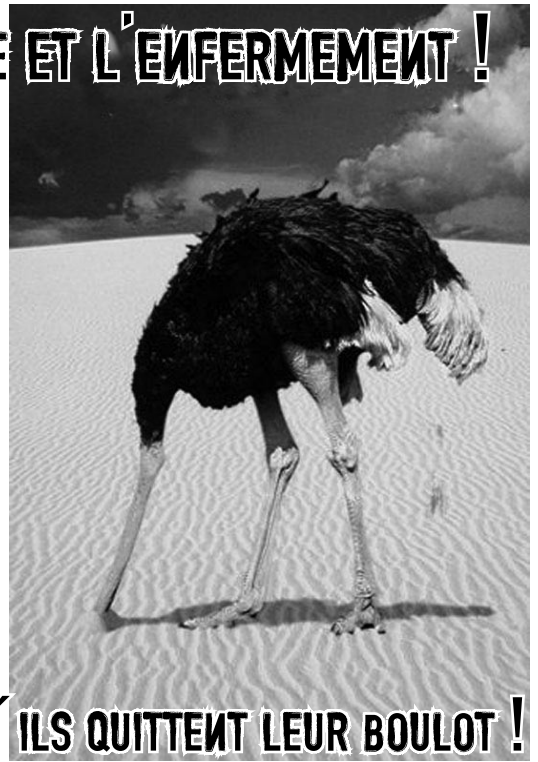
SEULE LA RÉVOLTE EST LIBÉRATRICE.

SOLIDARITÉ AVEC LES ÉMEUTIERS DE STEENOKKERZEEL.

DESTRUCTION DES CENTRES !

SI LES MATONS VEULENT PLUS DE SECURITE, QU'ILS QUITTENT LEUR BOULOT !

(texte repris d'une affiche collée dans différentes villes de Belgique)



Retour de flammes

Ca fait un petit temps que ça chauffe dans les centres pour étrangers. Si les actes de révolte y sont quasiment quotidiens, depuis un an il semble que ça s'intensifie.

Fin décembre 2007, des détenus du centre de Mesnil-Amelot (France) avaient entamé une grève de la faim. Celle-ci s'étendit assez vite à d'autres centres (Vincennes, puis Palaiseau et Nantes). Ces luttes avaient aussi trouvé de beaux échos de solidarité à l'extérieur (rassemblements devant les centres, manifs, sabotages, casses,...) Depuis, on ne peut pas vraiment dire que la situation soit revenue à la «normale». La tension reste tangible et, par moment, des rébellions éclatent encore.

En Belgique, c'est à Vottem qu'une centaine de détenus avaient lancé une grève de la faim fin février. Les sans-papiers enfermés au centre de Steenokkerzeel les avaient alors rejoint quelques jours plus tard. Là aussi, des gestes de solidarité seront marqués à l'extérieur. Début mai, c'est à Merksplas qu'une émeute

éclate suite à la mort d'un détenu qui avait résisté à son expulsion.

Récemment, plusieurs centres ont encaissé des incendies. Ce fut le cas à Vincennes le 22 juin, à Nantes mi-juillet, puis à Mesnil Amelot le 2 août et finalement à Steenokkerzeel fin août. C'est probablement le cas ailleurs aussi, mais voilà l'info qu'on a. France, Belgique ; des situations et des contextes bien différents et pourtant c'est une même révolte qui s'exprime.

"Veuillez vous coucher sur le divan."

Pour Steenokkerzeel, on a eu droit à un sacré coup de psychologisation de la révolte tant dans la bouche des politiques que dans celle de leurs porte-paroles : les médias. Les associations de soutien sont aussi allées dans le même sens. Quand il ne s'agissait pas de désespoir, on nous a sorti la carte de la promiscuité, celle de la cohabitation interculturelle difficile (toutes deux en partie présentes, mais exacerbées par

l'enfermement) ou encore carrément une nouvelle classe de détenus : «*les personnes à troubles comportementaux*».

Evidemment, quand la contestation échappe au cadre démocratique imposé par le pouvoir, il lui faut trouver une explication rassurante à cette rage qui s'exprime. On fera donc passer les esprits rebelles pour des personnes dangereuses et/ou folles.

Pour les associations de soutien qui n'arrêtent pas de jouer sur la bonne intégrabilité de ces "pauvres migrants" et sur l'interpellation citoyenne afin que les responsables politiques assument leurs fonctions, il est aussi clair que ce genre de gestes ne rentrent pas dans leur stratégie d'interlocuteurs respectables. Alors, pour ne pas perdre la face, il faut excuser le geste et dans le meilleur des cas (ce qui reste une horreur), leur position sera de se dissocier de la forme tout en pouvant comprendre le fond qu'on remaniera à sa sauce en disant que ce sont des gestes de désespoir. Par ailleurs, cette logique

peut même aller jusqu'à reprendre des catégories impossées par le pouvoir - mais aussi bien ancrées dans la tête de bien des citoyens - celles du bon (celui qui travaille, qui parle la langue du pays, qui réussit à l'école, celui qui comprend les lois, mais qui les trouve inappropriées à sa situation,...) et du méchant sans-papiers (celui qui pour des raisons très variables n'est pas intégré ou intégrable).

Pourtant, il y a des choses assez évidentes qui n'ont pas besoin de mille interprétations, certainement pas quand aucune revendication n'émane de la révolte. Là, où on essaye de nous faire passer les émeutiers pour des fous, nous y voyons des gestes de salubrité mentale. En effet, se révolter contre son enfermement est un geste on ne peut plus sain pour toute personne qui ne peut accepter de voir sa vie lui échapper, toute personne qui ne peut se résigner face à la situation qui lui est imposée et qui désire exister.

Cette psychologisation de la révolte est surtout un sacré tour de passe-passe dans le sens où elle nous écarte du réel problème : l'existence des centres et du monde qui en a besoin. Parce que c'est bien ça le point de départ des révoltes et pas la supposée folie de "dangereux criminels".

Les matons, jamais en reste, vont d'ailleurs en rajouter une couche. Les pauvres seraient en "insécurité". Ils recevraient des menaces. Ils se feraient maltraités,... Pfff, qu'est-ce qu'ils croient ? Alors qu'ils enferment chaque jour les détenus dans leurs cellules, alors que les détenus sont obligés de voir leurs sales gueules autoritaires, alors qu'ils empêchent des évasions, alors qu'ils décident de jouer de leur pouvoir pour accorder telle ou telle faveur, alors que tous les

jours, les prisonniers se retrouvent infantilisés face à un règlement que les gardiens appliquent au doigt et à l'oeil,... Qu'est-ce qu'ils voudraient, une médaille peut-être ? Non, évidemment ils se prennent des insultes et parfois des coups. Et ces salauds se mettent en grève pour obtenir une révision du système des punitions, alors que la seule chose qui leur resterait à faire pour ne pas être confronté à cette insécurité serait de refuser de faire le sale boulot du pouvoir et de quitter leur job.

Mais, évidemment, le pouvoir qui s'enfonce de plus en plus dans la logique de l'enfermement et du réaffermissement des frontières a besoin de ces chiens de garde. Il satisfait donc les demandes de ses employés assez vite. Suite à ces grèves, la ministre et l'ensemble du gouvernement¹ ont d'abord parlé de la construction d'un nouveau centre, ce sera finalement l'option de deux nouvelles ailes de Haute Sécurité dans des centres préexistants (Bruges et Vottem) qui sera choisie. Voilà, l'incident est clos. Les matons peuvent retourner à leur statut de geôliers. Le nouvel outil devrait permettre de contenir les révoltes et de détourner les yeux pour encore quelques années.

"C'est pas moi, m'sieur le juge."

Autre pays, autre méthode. En France, c'est une autre logique qui permet de détourner les yeux. Le pouvoir qui a évidemment trop à perdre face à ces mouvements de révolte a choisi une autre option. Il a porté plainte contre des associations d'«*extrême gauche*» (RESF² pour Vincennes et SOS sans papiers pour Mesnil-Amelot), les accusant d'«*incitation à la violence*» et de destruction des biens publics. Cela

repose entre autre sur une banderole "destruction des centres".

Dans la bouche-de-vieille du pouvoir, les détenus sans-papiers ne seraient alors que des entités manipulées depuis l'extérieur. D'ailleurs, si les braves militants éclairés n'étaient pas venus leur dire, ils ne se seraient même pas rendu compte qu'ils étaient enfermés et que cette situation leur était insupportable. Là encore, on retrouve cette logique d'organisation verticale propre au pouvoir. Une incapacité à voir que la disconvenance est ressentie par beaucoup de gens et qu'elle est de moins en moins acceptée. Cette manière hiérarchisée de voir la lutte (les militants qui organiseraient la masse aveugle) ne peut ou ne veut admettre que la révolte n'appartient pas au militant, mais est diffuse dans le corps social.

Mais bon, nous ne voulons pas non plus jouer le jeu de l'innocence. C'est clair que pour nous à l'extérieur, il y a ce réel désir de voir tous les centres détruits. C'est sûr que les rassemblements devant les centres sont des encouragements à la révolte. C'est évident que les banderoles ne sont pas que de la rhétorique et qu'elles espèrent trouver des échos dans la pratique... Nous voulons juste être clairs sur l'autonomie qu'ont les détenus à se révolter ou pas. S'ils acceptaient leur détention, ils enverraient chier les manifestants, leur diraient de se casser. Or là, ils se mutinent. S'en suit alors un jeu d'aller-retour sur base de cette volonté d'insoumission.

Fermeture ou destruction ?

Ici aussi les gentils citoyens auront vite fait de reprendre le discours du pouvoir, sans quoi ils perdraient leur respectabilité. A l'annonce de la plainte déposée à leur encontre, les

¹ que les éventuels membres du parlement qui se seraient montrés en désaccord avec le projet n'essayent pas de se déresponsabiliser. S'ils éprouaient un dégoût profond pour cette politique, ils quitteraient le navire eux aussi et trouveraient bien d'autres choses à faire.

² Réseau Education Sans Frontières

responsables de SOS sans-papiers ont rapidement déclaré à la presse que la banderole “destruction des centres” n’avaient pas été amenée par leurs membres, mais par des anarchistes. Ils précisent aussi qu’ils ne veulent pas la destruction des centres, mais leur fermeture (*«immédiate»* quand ils sont en verve).

Or, de la fermeture à la destruction, il y a une différence : le geste. En effet, dans la destruction, on ne demande plus rien, on agit. On arrête d’être un interlocuteur et on devient un acteur de sa libération.

Réclamer la fermeture des centres, c’est encore laisser la décision finale entre les mains du pouvoir. La destruction a cela d’intéressant qu’elle nie toute médiation. Il faut vraiment avoir une foi naïve envers la bonté de l’Etat ou encore être de gentils humanistes pour croire que les politiciens vont se réveiller un jour et se dire que la politique qu’ils mettent en place depuis des années et qui tend à s’harmoniser au niveau européen est dégeulasse et qu’ils devraient fermer (immédiatement) les centres. Il est assez clair qu’une fermeture des centres appliquée par le politique ne pourra se faire sans l’instauration d’autres moyens de contrôle tout aussi enfermant que les centres. Il suffit de voir les “peines alternatives” censées dégorger les prisons pour comprendre que même sans barbelés, sans miradors ni barreaux la question de la prison n’est pas réglée.

Destruction, donc. N’oublions juste pas que les citadelles ne tomberont pas sans les institutions qui vont avec.



bref, du désordre

01.09 STEENOKERZEEL - Une banderole de solidarité avec l’émeute du centre fermé 127BIS est suspendue au pont de la sortie d’autoroute qui mène vers Steenokkerzeel. “Beau comme un centre fermé qui brûle”

25.08 MELS BROEK - Un détenu a profité d’un moment d’inattention des agents pour prendre la fuite via le toit du centre. Il a ensuite escaladé les grilles de l’enceinte du site pour s’évader.

24.08 - Un détenu du centre fermé de Steenokkerzeel parvient à s’échapper alors qu’il était amené à un hôpital de Vilvoorde pour des raisons médicales

18.08 - Deux gardiens du centre fermé 127bis à Steenokkerzeel se sont fait attaqués alors qu’ils essayaient de séparer deux détenus qui se disputaient. Les deux gardiens durent se rendre à l’hôpital pour subir un contrôle. Par ailleurs, les détenus auraient aussi causé des dégâts dans le centre. Les deux détenus ont ensuite été placés en régime d’isolement.

9.08 - Le curé de l’église du béguinage fait évacuer son église, occupée sans accord depuis quelques jours, par la police.

01/08 - Une quinzaine de sans-papiers manifestent devant le ministère des affaires étrangères à Bruxelles. Ils réclament la régularisation immédiate de tous les sans-papiers. Ils iront ensuite montrer leur soutien aux 8 sans-papiers qui occupent un échafaudage depuis deux jours.

30.07 - Une quinzaine de sans-papiers occupe un échafaudage de l’église du Béguinage.

28 et 29.07 - Plusieurs grues de chantier sont occupées par des sans-papiers. C’est le cas pour l’ensemble des grues du chantier du casino à la place de Brouckère. A la place Schuman, deux grues sont occupées. En tout, ce sont quelques 40 sans-papiers qui occupent 6 grues.

Les entreprises de construction ont reçu sans trop de difficultés un permis d’expulsion. Quelques sans papiers descendent volontairement des grues, d’autres se feront déloger par les flics.

21.07 - Deux demandeurs d’asile menacent de se suicider en sautant du

toit du centre fermé de Merksplas. La police et les pompiers ont vainement tenté de les persuader de quitter leur fâcheuse position. Une fois la nouvelle connue dans le centre fermé, des troubles ont éclaté. Des vitres ont été brisées et du mobilier aurait été détruit. Vers 23h, les deux hommes sont descendus du toit. Après deux charges de la police anti-émeute.

15.07 - Quatre personnes sans-papiers furent arrêtées lors d’une rafle dans des snacks de Saint-Josse et de Schaerbeek. Trois d’entre eux furent immédiatement expulsés et le quatrième a reçu un ordre de quitter le territoire

11.07 - Une vingtaine de policiers cagoulés et en tenues anti-émeute ont pénétré en début de soirée dans le centre fermé 127 bis de Steenokkerzeel après que huit personnes de l’aile L se soient rebellées. Ces personnes ont été transférées par la police vers d’autres centres fermés.

8.07 - Lors d’une rafle dans neuf garages de Schaerbeek, les flics ont arrêtés 4 sans-papiers. Un d’entre eux a été expulsé, les trois autres ont reçu un ordre de quitter le territoire dans les cinq jours.

Suite à l'expulsion du squat le "vaartkom" fin juin, quelques bureaux de spéculateurs prenant part à la gentrification de Louvain furent attaqués.

Les différents squat qui s'ouvrirent dans la foulée trouvèrent la mort soit via avis d'expulsion soit via des menaces du propriétaire. (un des squats a été toléré jusqu'à novembre)

Au même moment, Les habitants de Louvain ont pu recevoir dans leurs boîtes aux lettres un peu de propagande de la ville. Ce dépliant laissait entrevoir qu'un avenir radieux attend le quartier du canal en tant que laboratoire pour la "ville utopique".

Des lofts, des magasins, des appartements de luxe, des bureaux, un haut building et, pour englober le tout, quelques projets sociaux, culturels et écologiques pour donner à cette nouvelle partie de la ville un caractère novateur et à la pointe.

Pour les autorités de Louvain, le vaartkom¹ est un endroit mort qui va miraculeusement se transformer en un quartier pétillant de vie. Mais, dans l'ombre des débris qui restèrent après les plans mirobolants des architectes, il y a toujours eu de la vie. Dans les brèches, dans le béton, dans les terrains vagues, dans les hangars abandonnés certains avaient pu y faire leur nid et découvrir une vie qui s'opposait au monde de l'habitat spectaculaire que veulent implanter Tobback² et Cie à Louvain.

Pour en témoigner, nous publions le texte suivant qui fut déposé dans les boîtes aux lettres de Louvain par "quelques oiseaux solidaires".



retrouvez là où les humains ont déserté. Ils se baladent au milieu la rue, mangent du pain dans les parcs et se reposent sur les toits et les appuis de fenêtres. Cela même sur les appuis de fenêtres des bâtiments pour lesquels des décisions quant au futur de la ville ont été prises, c'est pour cela qu'ils y ont mis des piques en métal. Il semble que mes amis ne soient plus désirés par les décideurs, leur nature est même reconnue comme étant une « nuisance » par les hommes derrière leurs bureaux.

Mais bon, je m'égare... Ce que je voulais dire c'est que j'ai appris de source sûre ce qu'il allait se passer, un gros projet sur le Vaart. Pour faire court, l'idée c'est qu'une partie des bâtiments qui ne ramenaient pas assez d'argent et qui commençaient à paraître trop vieux doivent être remplacés par de nouveaux qui devraient donner un nouveau look plus branché au Vaartkom et un plus gros porte-monnaie aux développeurs de projet. Des appartements de luxe et un centre commercial, ainsi que quelques logements sociaux pour la supposée « mixité sociale ». Et ouais. Et nous devons vivre là-dedans, au milieu du boucan des travaux et des monstres-machines. Comme s'ils ne nous en avaient pas déjà fait assez voir avec leur port de plaisance élitiste. Argent et pouvoir, je n'en veux pas, parce qu'on les retrouve à chaque fois que quelque chose se complote ou se décide au-dessus de nos têtes.

Cela pour dire que j'ai tout de suite soutenu les squatters, parce que les développeurs de projet doivent d'abord laisser ces bâtiments vides pour ensuite les détruire. Je suis un oiseau, je vole. Je peux donc voir des choses que les humains ne voient pas. Vous devriez voir comment certaines personnes vivent ! De minuscules chambres pour un gros paquet de thune, des gens se saignent pour se payer un appartement avec des champignons au mur. C'est pour ça qu'ils vont travailler, pour un endroit où habiter.

Ne devrait-ce pas être une évidence que tout le monde ait un endroit pour se loger ? Et les proprios qui en profitent.

C'est pour cela que je les ai soutenus. Je n'ai pas besoin de connaître les proprios, les parasites, les sangsues ! Des fois, je vois quelqu'un dormir dans le parc et alors je me mets en colère parce que je sais que d'autres s'enrichissent en dormant !

Le squat, ouais, je soutiens ça. Il n'y a que les gens qui n'ont pas besoin de leurs maisons pour se permettre de les laisser vides.



Et je pense que l'on doit prendre ce que l'on a besoin, sans honte, les bourgeois et ceux qui ont du pouvoir ne se gênent pas quand ils te dépouillent de ton fric.

Donc, retour en 2003. Ces squatters étaient donc là, organisaient des activités (concerts), faisaient connaissance avec Dolf et Paula de la friterie, jusqu'au jour où ... ils furent réveillés par le bruit d'un bulldozer. Et effectivement, lorsqu'ils regardèrent par la fenêtre, ils se retrouvèrent nez à nez avec un énorme bulldozer qui détruisait les murs entourant leur cour. Je n'ai pas besoin d'utiliser de sales mots, tout le monde peut comprendre comment l'on se sent quand on voit ses propres murs tomber et le monstre s'approcher encore plus. Quelle intimidation, quelle démonstration de pouvoir, quelle arrogance du propriétaire qui se croit supérieur parce que c'est lui qui possède le fric. Il y a un cocktail Molotov qui a été lancé vers le monstre, en retour,

cela n'a fait qu'augmenter encore plus sa faim de destruction.

Les squatters ont commencé à se barricader, parce qu'apparemment ça n'allait plus durer longtemps avant que les flics se ramènent. Quand ils sont arrivés, ils n'ont pas pu rentrer, mais la maison des squatters était au centre d'un inhabitable tas de ruines. Ils ont utilisé tout plein de choses pour fermer les portes et les fenêtres. Ils décidèrent alors de quitter le bateau (pirate), mais pas sans passer à l'abordage.

Un matin, les squatters apparurent soudainement et construisirent une barricade au milieu de la rue. La police est alors venue avec un huissier et un mandat d'expulsion. Les huissiers jouent aussi un rôle dans cette histoire. Entrer dans les maisons des autres pour les chasser ou pour leur piquer un tas de choses, pour les emmener devant le tribunal. Ho lala...

Des gros tas de graisses en uniforme, c'est pas ce qu'il manque dans ce monde.

Soit, une figure idiote ressemblant à un agent de playmobil, répétait dans son micro que les squatters avaient tout à gagner à sortir du bâtiment de manière volontaire. Volontaire ? Les paroles babyloniennes des dépositaires du pouvoir nous laissaient avec beaucoup de points d'interrogation... Un rideau de fumigènes plus tard et les squatters avaient disparus comme par enchantement, bien avant que le renfort policier n'arrive de Bruxelles. Personne ne s'est fait arrêter, et la nouvelle se répandit avec bonheur, grâce aux jacassements des moineaux. Les gens ont encore parlé quelques jours de Tobback et de son pouvoir militaire. Le bâtiment fut rapidement rasé, et le terrain a ressemblé à un champ de bataille pendant encore trois ans. C'est seulement après que les travaux ont commencé. Un brin nostalgique, je me remémorais le bon vieux temps, jusqu'en 2006. A cette époque, un nouveau groupe de squatters arriva au canal. Ils construisirent leur nid dans le vieux

bâtiment de Dava, acheté par la ville de Louvain. En réaction, l'échevin de l'urbanisme Jakie Beproels a utilisé un de ses tours de magie propre à son statut, celui des deux visages. Devant les médias, il a déclaré avec un charmant sourire qu'il n'y avait aucun plan pour expulser les squatteurs, mais au même moment, il envoyait une lettre aux squatteurs dans laquelle il expliquait qu'ils devaient évacuer « volontairement » le bâtiment sans quoi la ville irait devant le tribunal. Les squatteurs ne voulaient pas du tout se laisser intimider par cet homme, et se nichèrent définitivement dans la maison du canal.

Ensuite, pendant l'été 2007, c'est le Villa skwattus dei qui a été expulsé. Ô, Villa Skwattus Dei ! Paradis pour beaucoup d'oiseaux. Quel jardin sauvage, le plus sauvage de tout le grand Louvain, ça ne fait aucun doute. Il va bientôt être coupé, dégagé, et réorganisé par la non fantaisie de l'ordre de l'opus dei. Le chaos, ce n'est vraiment pas pour une secte autoritaire. Dans le chaos on peut s'égarer, perdre son chemin et se retrouver soi-même.

Il y a eu une manifestation le jour de l'expulsion du skwattus dei, le plus vieux squat de Louvain. Tobback avait appelé ses troupes et la ville fut complètement militarisée. La manifestation a été suivie par beaucoup d'entre nous, on circulait dans les airs et on se retranchait sur les toits. On a vu comment les squatteurs et leurs sympathisants ont été poussés dans leurs derniers retranchements et finalement éparpillés au-dessus du «Boelenberg». Certains se sont fait arrêter, d'autres se sont cachés dans les bosquets et encore une autre partie se cachait dans le squat du canal (Vaartkom). C'est aussi dans cette direction qu'allait l'armée. La maison des squatteurs a été encerclée et on a déclaré à l'aide d'un mégaphone qu'ils devaient à nouveau sortir « volontairement » du squat.

J'étais là, silencieux, le long de l'eau et j'écoutais ce que disaient les spectateurs louvanistes :

-« Laissez ces gens tranquilles, laissez les squatter, quel est le problème ? »

-« Je ne comprends pas pourquoi ils ne peuvent pas manifester. Une manifestation illégale ? Et alors ! »

-« Autant de flics, quelqu'un avait envie aujourd'hui de montrer quel pouvoir il a. »

Et ouais... Ce jour là, Tobback n'avait pas la côte... Malgré la propagande mensongère dans les journaux, les louvanistes ont choisi le camps des squatteurs à propos desquels des rumeurs disaient qu'ils auraient, quelques nuits auparavant, brûlé quelques voitures ultra chics et une machine de chantier. Tobback aboyait avec son armée, mais en fait ce jour là, il faisait dans son froc.

Et maintenant, pendant l'été 2008, ça a recommencé. Les squatteurs se sont envolés vers d'autres endroits, et comme cadeau d'adieu pour leur émigration obligatoire, quelques bureaux de spéculateurs ont été attaqués. Ces mêmes spéculateurs qui collaborent à attirer les gens riches à Louvain et donc à évacuer les pauvres. Pour l'instant donc, plus de bouffe populaire sur le canal, plus de concerts, plus de bar, plus de bibliothèque.

Bientôt, les vieux bâtiments du Dava seront en ruine, rejoignant le Tops, AC de Molotov et le gransilo de Louvain... Qu'ils reposent en paix.

La nouvelle génération de détenteurs de pouvoir au Vaartkom arrive, les développeurs de projet, les centre commerciaux, et la bonne image des yuppies avec leur vie luxuriante. Mes braves amis les pigeons et moi, nous sommes bien résolus à chier sur les machines afin de faire partir ses « développeurs de projet ». J'avais déjà décidé il y a longtemps que je ne serais plus un spectateur, mais que j'apporterais ma pierre à la résistance du canal. D'où ce témoignage solidaire avec les squatteurs. Chacun peu d'ailleurs garder la tête haute et exiger le respect de sa dignité. Contre les huissiers, contre les destructeurs de maison, contre les détenteurs de pouvoir de la ville.

Et pour la vie !

(texte paru dans le # 218 de "de nar" et plus ou moins adapté selon la piètre qualité de notre néerlandais)

bref, du désordre

08/10 BRUXELLES - Deux distributeurs de billets, un de Dexia et un autre d'ING, ont été détruits durant la nuit dernière à Laeken. Selon les premiers éléments de l'enquête, les incendiaires ont utilisé du papier et des cartons pour bouter le feu aux appareils. Pour les pompiers, il ne fait aucun doute que les auteurs ont également utilisé de l'accélérateur. Le laboratoire scientifique est descendu sur place ainsi que des chiens pisteurs.

07/10 GAND - Environ 200 antifascistes ont bloqué l'accès à l'Université de Gand où devait se dérouler un débat organisé par l'association des étudiants fascistes NSV. Les antifascistes ont barricadé toutes les portes. Quand les fascistes ont essayé d'entrer (notamment Filip Dewinter, un député national pour le Vlaams Belang), ils ont été repoussés par des coups etc. Au moins 1 fasciste a été transféré à l'hôpital. Le recteur, qui avait donné sa permission pour le débat, a également reçu des coups. Finalement, la police anti-émeute est intervenue avec l'autopompe. La police a également fait sortir les quelques fascistes

qui s'étaient enfermés à l'intérieur de l'Université.

06/10 BRUXELLES - Dans la nuit du 5 au 6 octobre, tous les mistercash externes de Saint-Gilles ont été mis hors d'état de nuire par encollage de la fente destinée aux cartes bancaires.

06/10 BRUXELLES - Hier nuit, entre 2h30 et 2h45, nous avons cassé toutes les vitrines de la banque Fintro (Fortis) à Schaerbeek, de la banque Argenta à Schaerbeek et celles du supermarché Delhaize à Saint-Josse. Ainsi, nous avons voulu contribuer à la crise financière.

Nous occupons des maisons parce qu'elles sont vides. Nous occupons des maisons parce que nous en avons besoin. Nous occupons des maisons pour en finir avec la propriété privée. Nous occupons des maisons pour être nombreuxSES au petit déjeuner de midi. Nous occupons des maisons pour ne pas perdre notre vie à gagner un loyer. Nous occupons des maisons pour casser des murs et changer les rapports sociaux. Nous occupons des maisons pour prendre collectivement en main les espaces communs de nos désirs. Nous occupons des maisons pour être nos propre maçonNEs, architectes, plombierEs, jardinierEs, menuisierEs, ramoneurSEs, électricienNes, vitrierEs, dératiseurSEs, soudeurSEs,... Nous occupons des maisons parce que vivre cloisonnéEs nous ennuie terriblement. Nous occupons des maisons parce que nous ne croyons pas à la loi. Nous occupons des maisons parce que nous ne voulons pas des régies ni de leurs règles. Nous occupons des maisons pas seulement pour ne pas payer de loyer, mais pour faire payer ceux qui font payer des loyers. Nous occupons des maisons pour que nos enfants uniques aient plein de frères et soeurs. Nous occupons des maisons parce qu'un centre ville peuplé de banquiers ça fait chier.

**Nous occupons
que nous occupons**



**des maisons parce
des maisons.**

Le travail paye, le travail tue...

C'était annoncé depuis un mois. Les syndicats belges avaient appelé à une journée nationale d'actions pour l'augmentation du pouvoir d'achat... Nous l'avons déjà dit dans le numéro précédent, ce qui nous intéresse dans ces mouvements, ce ne sont pas tellement les revendications mises en avant par les syndicats, mais bien le fait qu'une bonne partie de la population se décide à ne plus accepter l'exploitation capitaliste sans réagir. Que ces personnes, malgré l'environnement hostile et la dépolitisation ambiante, osent encore s'organiser et sentir une force dans la lutte.

Evidemment, si cette lutte reste confinée entre les mains des syndicats qui ne visent qu'à atteindre des aménagements du système capitaliste, ou qu'elle se contente de réclamer des centimes là où elle pourrait arracher la vie (ce qui, au vu des revendications actuelles a malheureusement l'air d'être le cas), elle n'aboutira qu'à rendre l'exploitation à nouveau un peu plus acceptable. Mais pour combien de temps encore?

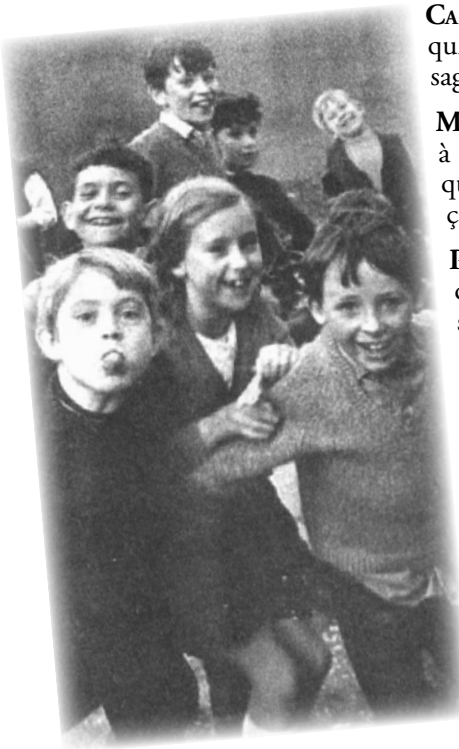
Pourtant dans ces luttes, il y a toujours des débordements qui, ne seraient-ce que dans les faits, laissent entrevoir une envie de changement total.

Blocage de zonings industriels, la ville de Verviers rendue totalement inaccessible, la grande majorité des transports en commun restée aux dépôts, des piquets de grève bloquant l'accès aux supermarchés,... Voilà, ce que nous appelons une "population active"! Bien plus que quand elle reste docilement enfermée 8 heures par jour à maintenir un système productiviste sans se poser de question.

Le discours de certains travailleurs zélés affirmant que "cela ne sert à rien", qu'ils ont été "pris en otage", que "leur droit au travail a été bafoué" ou encore que "pour avoir plus de pouvoir d'achat, il faut travailler plus et pas faire grève" en dit plus sur leur aptitude à accepter leur servitude que sur les réels enjeux d'une telle grève.

L'économie a été partiellement paralysée pendant un jour... Que cela ne s'arrête pas là. Continuons jusqu'à ce qu'elle crève!

NOS DESIRS SONT DESORDRE



CA Y EST, C'EST REPARTI POUR UN JOUR. Un jour de plus à se lever au doux son du réveil qui vient nous rappeler à l'ordre. Un jour de plus à se mettre en rang et à attendre bien sagement assis derrière un banc que les heures passent.

MAIS AUSSI, UN JOUR À APPRENDRE À OBÉIR, à nier sa spontanéité, à respecter l'autorité, à être compétitif, à recevoir des bons points ou à intérioriser ce sentiment d'échec quand tu ne suis pas la matière ou que tout simplement tu sens au fond de toi que ça ne t'intéresse pas.

PUIS À CHAQUE FOIS QUE TU SORTIRAS DU CADRE DES EXIGENCES SCOLAIRES, tu apprendras la punition et son acceptation. Bien plus que des cours, le système scolaire t'enseigne des normes de savoir vivre, la résignation à l'enfermement 8 heures par jour avec des sorties au préau à heures fixes et t'apprend à répondre aux normes qu'on attend de toi pour trouver une place dans cette société.

PARCE QUE SOUS SES DISCOURS D'ÉGALITÉ DES CHANCES, l'école sert aussi principalement à te préparer au monde du travail. Tu sais, ce monde merveilleux dans lequel les adultes se galèrent pour pouvoir "subvenir à leurs besoins". Mais bon, peut-être que toi aussi tu y es déjà confronté pour pouvoir t'acheter tes trucs.

HEUREUSEMENT, DANS CE MONDE LÀ, des fois, les gens arrivent encore à ressentir que tout ne va pas bien. Non seulement leurs vies leur échappent au travail, mais en plus la plupart des personnes en sont réduites à des vies de restrictions où il est bien difficile de trouver du plaisir. **Le 6 octobre, une partie des ces personnes perturberont à leur manière la routine quotidienne** pour protester contre ces vies de misère (grève de la stib, des supermarchés, de la snbc,...).

ALORS VOUS AUSSI, LE 6 OCTOBRE, BRISEZ L'ENNUI ET FAITES CE QUI VOUS SEMBLERA BON ENTRE POTES SANS PROFS, SANS DIRECTEUR NI PREFET DE DISCIPLINE.

PARCE QU'ON EN À RIEN À FOUTRE DE LEURS PLANS DE CARRIERE, NOUS CE QU'ON VEUT... C'EST VIVRE.

(tract distribué devant plusieurs écoles de Bruxelles)

bref, du désordre

16/09 ANDERLECHT - Afin de calmer un climat de tension entre la police et les jeunes dans le quartier de cureghem, une équipe de 60 hommes avait été détachée. Cette décision n'était apparemment pas la bienvenue. Un faux appel a été lancé à la police qui, une fois déplacée sur les lieux du supposé méfait, s'est faite canardée de pierre par des jeunes cachés dans des immeubles. Cela malgré la présence d'une arroseuse et de robocops.

11/09 MOLENBEEK - Alors qu'une équipe de flics voulait la contrôler, une personne a préféré les insulter et appeler au renfort. Alors qu'un attroupement commençait à encercler les keufs, ils décidèrent de quitter les lieux pour revenir eux aussi avec du renfort. A leur retour, plus d'une soixantaines de personnes ont entouré les flics... résultat des courses: 5 flics blessés et deux arrestations.

07/09 BRUXELLES - Suite à courte course poursuite une quarantaine de jeunes se sont interposés pour empêcher les agents de faire leur travail. Le groupe a entouré les policiers, leur lançant notamment des œufs. Cinq patrouilles ont finalement été nécessaires pour saisir le véhicule suspect. Le conducteur et son passager ont quant à eux disparu.

Décor : *Fleurus, village qui s'étend le long de la nationale et qui a le grand honneur d'accueillir l'IRE sur son territoire. Car c'est un grand honneur que d'avoir le premier producteur d'isotopes au monde, là, à côté de chez soi. Bon, on évitera de parler des oiseaux morts autour du laboratoire, on ne se demandera pas pourquoi la commune refuse de faire une enquête épidémiologique... Parce qu'évidemment ce laboratoire qui utilise le nucléaire, comme toutes les centrales, fuit et contamine les alentours mais il ne faut surtout pas en parler...*

Pourtant, il arrive parfois, comme cet été, que les fuites radioactives de cette merveille (138 emplois sans compter les firmes qui en dépendent) ne passent pas inaperçues. Merde, ce n'était pas prévu au programme. Cafouillage, l'alerte met plusieurs jours à être déclenchée... pour se rendre compte que les pilules d'iodes prévues pour ce cas là sont périmées. Mais tout va bien, quelques visites médicales devraient rassurer la population. 10 minutes de test du degré de contamination de la thyroïde des habitants des environs devrait les rassurer. Ridicule: il faut au moins un test d'une heure pour mesurer efficacement.

Mais tout le monde n'est pas rassuré. Il y en a même pour distribuer un tract dans les boîtes aux lettres : "Citoyens, citoyennes : tout va bien !". Et en plus ils ont l'affront de douter des bonnes intentions des gestionnaires technocratiques du nucléaire !

Conséquence du tract ou réponse à la colère des habitants, l'Etat prépare la contre-offensive. Elle prend la forme d'une grande séance de désinformation avec tout le gratin officiel en charge de calmer la population : AFCN (Agence Fédérale de Contrôle du Nucléaire), AFSCA (Agence Fédérale de Sécurité et de Contrôle Alimentaire), IRE, Bourgmestre de Fleurus,... Une belle brochette d'experts et de politicards avec graphiques à l'appui pour nous assurer que n'avons pas dépasser le quart du centième de la dose nocive de radioactivité. Au cas où leurs paroles ne suffiraient pas à calmer la colère des habitants ils ont prévu un fourgon et deux voitures de flics et dans la salle, des civils.

A l'entrée de ce grand meeting, quelques réfractaires aux argumentaires scientifiques distribuent un texte qui rappelle le but de la séance : "Bienvenue à la grande séance de désinformation". Alors que les huiles s'apprêtent à parler. Une jeune fille monte sur une chaise pour faire entendre un avis discordant. Nous avons retranscrit son texte.

Citoyens, citoyennes : tout va bien! la vie continue !

Vous avez pu entendre parler par les journaux d'une fuite d'isotopes au laboratoire de Fleurus. Nous tenons à vous rassurer, tout ceci est parfaitement normal. Ecoutez les spécialistes, pas votre bon sens. Celui-ci, alimenté depuis des années en irradiations et pollutions de toutes sortes, n'est plus à même de fonctionner selon les normes établies par notre bien aimé Système. Nous avons commandé une étude d'experts tout-à-fait indépendants à la solde de l'Etat et du Lobby nucléaire sur le sujet. Il en découle que : il arrive de telles choses au moins deux fois par semaine en Belgique¹ et qu'on en fait pas tout un cas ! Par ailleurs, sachez que les Bruxellois boivent depuis des années l'eau contaminée de la Meuse² sans que personne n'ait jamais fait de remarques à ce sujet : vous voyez bien que tout est normal. Nous vous invitons d'ailleurs grandement à visiter l'usine Tailfer de traitement de l'eau située en aval des centrales nucléaires de Chooz et de la clinique universitaire de Mont Godinne sur la Meuse.

Je comprends que vous vous inquiétiez du bon fonctionnement de l'économie dans la région de Fleurus, et c'est pourquoi nous avons décidé de permettre la vente des produits agroalimentaires et de la production laitière de la région sus-mentionnée. Par contre nous vous déconseillons vivement de consommer les produits de vos potagers sous peine de contamination. Car il est bien connu que les irradiations ne touchent pas les secteurs clés de l'économie, et à l'occasion, même, s'arrêtent aux frontières de certains pays.

Vous avez du entendre certains parler de catastrophe majeure tel qu'on a pu le vivre à l'époque de Tchernobyl. C'est certes un problème à envisager : nous ne vous le cacherons pas. Mais tout d'abord, il faut que vous sachiez que cela fait des années que nous vivons des fuites radioactives et des contaminations permanentes sans que cela crée de scandale. Tout cela pour vous dire que nous sommes déjà dans la catastrophe et que nous vous invitons cordialement à la gérer, avec nous, ensemble, dès maintenant.

Si toutefois le risque d'un *Tchernobyl bis* vous préoccupe tout de même, ne vous en faites pas : tout est prévu. Profitant de l'expérience exceptionnelle de la région de Tchernobyl, nous sommes en train de mettre en place un programme afin de vous aider à vous organiser dans un environnement durablement (c'est-à-dire pour quelques milliers d'années) contaminé. Ce programme, que nous avons surnommé appelé SAGE, est par ailleurs un modèle de transparence et de participation car nous avons tenu à y associer des ONG's et des comités de citoyens afin de légitimer ce projet aux yeux de la population, c'est-à-dire : vous.³

Et d'ailleurs, *participation* et *transparence* seront désormais les leitmotivs du nucléaire civil. Car nous tenons à ce que vous vous sentiez concernés par la gestion de la catastrophe. En effet, nous en avons discuté avec le lobby du nucléaire, et nous sommes arrivé à la conclusion que nous sommes...

1. «Telerad, un système aux multiples déboires», La Libre Belgique, 3 septembre 2008

2. lire le relevé de conclusions de la réunion de la commission distribution de l'eau du 8 juin 2006 sur le site de l'association scientifique et technique pour l'eau et l'environnement sur www.astee.org

3. SAGE, *Stratégie pour le développement d'une culture de protection radiologique en Europe en cas de contamination radioactive à long terme suite à un accident nucléaire*, sur le site du Centre d'étude sur l'Evaluation de la Protection dans le domaine Nucléaire: www.cepn.asso.fr

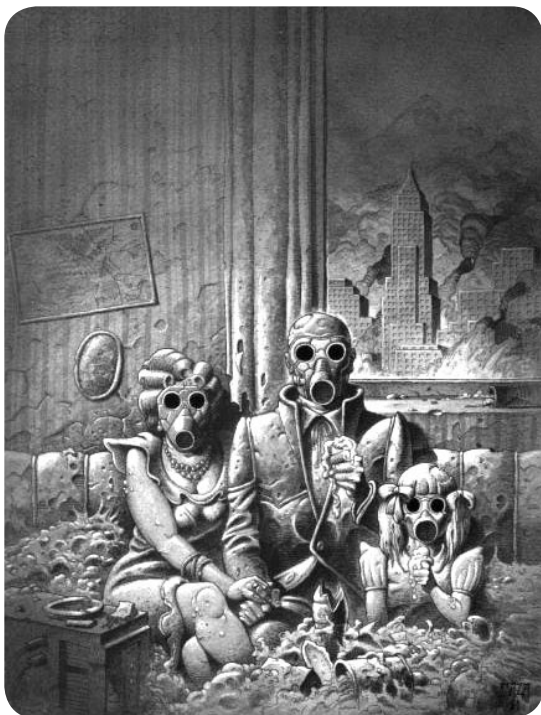
Voir notamment le document intitulé « un exemple de démarche participative: élaboration d'un guide pratique dans le cadre du projet européen SAGE »

dans la merde. Car d'un côté, le nucléaire c'est quand même sympa, ça ramène plein d'argent et puis surtout cela rend la structure technocratique (c'est-à-dire nous) indispensable. Mais, d'un autre côté, les centrales fuient de partout et ce n'est pas toujours possible, ni même souhaitable, de le masquer. Par ailleurs, nous pensons généreusement aux générations futures de décideurs qui pourraient se confronter à un mécontentement de la population suite à une catastrophe plus visible ou une prise de conscience soudaine de l'horreur de la situation. C'est pourquoi une participation active des citoyens à la gestion de cette merde nous permettrait de renforcer le caractère indépassable du nucléaire et de ce qui va avec, c'est-à-dire nous. En plus, vous verrez, rien de tel que de croire participer à la décision pour faire gober l'innacceptable.

De même, prompts à répondre à vos exigences, nous avons décidé d'être transparents sur tout ce qui concerne la couleur des centrales, le type de masques à gaz dont vous serez dotés et sur la composition d'un comité de vigilance chargé d'ergoter sans fin sur la classification des alertes et la rapidité des services de communication lors d'une contamination dépassant le seuil dissimulable.

ET RAPPELEZ-VOUS QU'À FLEURUS, COMME PARTOUT, NOUS VIVONS UNE EPOQUE IRRADIEUSE !

Le comité technocratique pour la gestion de la catastrophe



BIENVENUE À LA GRANDE SÉANCE DE DÉSINFORMATION



Il fallait s'y attendre : « ils » nous ont sorti le grand jeu. « Ils » ? Les services de communication du politique, de l'armée et du lobby nucléaire réunis ce soir pour calmer nos inquiétudes et nous ramener à la normalité. Comment vont-ils la jouer ?

S'ils sont de l'ancienne mode, ils vont tenter de noyer le poisson dans l'eau contaminée de leurs statistiques, de leurs avis experts et, au besoin, de leurs arguments pseudo-scientifiques. Ça va être la sempiternelle rengaine sur les faibles degrés de contamination, le refrain sur la radioactivité naturelle, les vieux mensonges sur le contrôle de la radioactivité etc. Dans ce domaine, l'Etat a toujours répondu présent quand il s'agissait de défendre les intérêts de la Nation, c'est-à-dire des gros capitaux, au détriment de la population. Quitte à mentir, quitte à inventer des normes et des mesures de la radioactivité abstraites et faussées,...

Comme s'il y avait un degré acceptable dans l'horreur.

Mais s'ils sont un peu « dans le move », ils suivront la nouvelle tendance européenne (calquée sur la tendance globale). La mode, désormais, c'est de faire accepter les pollutions du nucléaire et la structure indispensable à sa gestion – alors qu'ils savent bien que le nucléaire est ingérable. Car qui dit nucléaire, dit une élite de spécialistes et d'ingénieurs de toutes sortes bien décidés à imposer leurs expérimentations quels que soient les dangers qu'elles fassent courir à nos vies. Qui dit nucléaire, dit une armée d'Etat prête à défendre les installations.

Cela fait longtemps que, dans ces cercles-là, on connaît l'ampleur du désastre. Le scientisme béat de quelques uns ne parvient pas à masquer la destruction constante de nos vies. C'est pourquoi, pour eux, il est devenu plus intéressant de changer de stratégie. La nouvelle tendance impose de ne plus tenter de masquer à tout prix le désastre, mais plutôt de nous faire croire que nous pourrions « vivre avec », que c'est un risque comme un autre à gérer. C'est dans cette lignée que s'inscrivent les programmes européens et belges qui visent à organiser la vie dans un environnement durablement contaminé¹.

S'ils sont assez subtils, ils arriveront à détourner l'attention de l'existence en-soi du nucléaire et du monde pourri qu'il engendre vers des questions d'amélioration de sa gestion et de participation citoyenne. Quand des

citoyens indignés demandent la création d'un comité d'éthique ou le renforcement d'un organisme de contrôle, ils rient sous cape. Car ils savent que ce n'est pas là que les décisions se jouent, mais que c'est bien pratique de le faire croire à la population. Comme ils savent qu'il est important de nous donner l'illusion de la démocratie.

Sous prétexte que nous allumons une lampe ou que nous allons nous faire soigner dans un hôpital (à propos, combien de cancers provoqués par l'IRE seront diagnostiqués grâce aux isotopes qu'il produit ?) nous devrions être co-responsables et co-gestionnaires de la catastrophe quotidienne. Faut-il rappeler que les fuites imprévues sont permanentes et les rejets admis quotidiens, dans les centrales comme dans les laboratoires ? Faut-il rappeler que les contaminations s'accumulent dans les corps ? Faut-il rappeler que la radioactivité met des milliers d'années à disparaître et qu'un comportement civique de la population n'y changera rien ? Nous n'avons aucune prise sur ces processus.

Ils nous diront que c'est ça le progrès, et qu'il faut accepter quelques compromis en échange de notre mode de vie confortable. Ils oublieront de préciser qu'ils ne nous ont pas laissé le choix. Ils oublieront cette partie de l'histoire où des villages se sont révoltés contre l'installation de centrales et ont dû combattre l'occupation militaire de leur région. Ceux pour qui les noms de Plogoff, Golfech et,

plus près de nous, Chooz évoquent quelque chose², savent que la démocratie sert des intérêts infiniment supérieurs à ceux d'une population et qu'elle n'hésite pas à employer toutes les forces de persuasion et de répression pour les imposer.

L'intérêt stratégique et économique d'une nation et les milliards de profit que se font les pontes

du nucléaire et l'élite capitaliste passent bien au-dessus de l'avis et du bien-être d'une population. Nous ne servons qu'à produire et consommer leurs produits (électricité, médicaments,...) qu'il nous faudra payer au prix fort et, si possible, à les légitimer en accordant quelque crédibilité aux séances de désinformation comme celle de ce soir.

Alors, nous sommes venus ce soir parce qu'on en a marre qu'ils se foutent de notre gueule.

Quoi ? Ils viennent une fois de plus nous convaincre d'accepter leur système ; nous convaincre que le capitalisme et ses déchets, que le capitalisme et ses chefs, que le capitalisme et ses industries mortifères, que le capitalisme et nos vies conditionnées, manipulées, soumises, polluées... est notre seul horizon. Ils voudraient que nous venions, une fois de plus, les confirmer dans leur rôle : *-rassurez-nous, prenez les choses en main. Nous, nous ne pouvons pas, nous n'osons pas.* On nous a tellement appris à obéir, à déléguer nos décisions, à boire les paroles des experts...

Et bien, il est temps que cela change !

REPRENONS NOS VIES EN MAIN ! APPRENONS À DÉJOUER LEUR JARGON, À ÉCHANGER ENTRE NOUS DES INFORMATIONS, À CONTRECARRER LEURS PLANS !



1. Renseignez-vous sur le programme SAGE élaboré par la Commission européenne sur www.cepn.asso.fr. Attention il s'agit d'un site de propagande à l'intention des scientifiques et des dirigeants béats!

2. A propos des luttes anti-nucléaires des années 70' et 80' en Europe, il existe une brochure qui reprend les différentes actions directes des opposants. Vous pourrez la trouver sur infokiosques.net au titre «Actions directes contre le nucléaire et son monde: 1973-1996». Il existe aussi un documentaire «L'explosion» qui retrace la révolte de Chooz contre l'installation d'une deuxième centrale.

Mesdames et messieurs,

Ce soir, la ville de Fleurus nous invite à une séance de désinformation à l'usage de la population civile, c'est-à-dire, nous.

Face à nous se trouvent réunis tous les représentants, gouvernementaux et privés, du maintien et du contrôle de la société démocratique et nucléaire en Belgique.

Le but de la soirée ?

Nous rassurer et nous faire participer pleinement à notre s o u - mission à des intérêts politiques, géostratégiques et économiques qui ne sont pas les nôtres.

Depuis l'implantation et le développement de ses premières infrastructures, le nucléaire civile et militaire s'est toujours imposé, de gré ou de force, aux populations, c'est-à-dire aux êtres vivants.

C'est arrivé très souvent, à Chooz, Golfech ou Plogoff que la population, qui s'opposait à l'installation d'une centrale dans sa région, doive se confronter à la police et finalement à l'armée et ses chars.

Tout ça pour vous dire de ne pas vous inquiéter : **les décisions ne dépendent ab-so-lu-ment-pas-de-nous.**

Heureusement d'ailleurs parce que c'est tellement compliqué, on ferait n'importe quoi !

Le nucléaire c'est dangereux, c'est incontrôlable... On a pu le voir récemment, ici même, à Fleurus, les risques sont nombreux. Heureusement, les spécialistes gèrent.

Ce soir, ils viennent nous informer et nous assurer que... « Tout va bien » !

Ils disaient ça aussi au moment de "l'incident" de Tchernobyl. TOUT VA BIEN, la situation est sous contrôle, "tout le monde sait bien que les nuages ne dépassent les frontières". Et si le doute demeure, ils ont des tas de graphiques, de chiffres et de normes rassurantes à nous fournir pour nous occuper. De toute façon, on n'y comprend rien.

Le nucléaire c'est aussi une armée d'experts en blouse blanche ou en costard, censés nous vendre de la communication, du pourcentage, de la transparence et de la gestion citoyenne. Et, en dernier recours, des armes et de la sécurité militaire.

Mais nous ne sommes pas tranquilles; pour nous il n'y a pas et il n'y aura jamais de degré de contamination acceptable; pas plus que de compromis à faire pour une vie soumise au contrôle et au fric, confortable et aseptisée.

MESDAMES, ET MESSIEURS, NOUS VOUS SOUHAITONS UNE AGRÉABLE SÉANCE DE DÉSINFORMATION!

bref, du désordre

29/08 BRAINE-LE-COMTE - Dans la nuit de jeudi à vendredi un bâtiment de l'Athénée Royal est parti en fumée. Malheureusement, la rentrée ne devrait cependant pas être compromise.

23/07 SAINT TROND - Vers 0h15, des inconnus ont brisé une fenêtre du bureau d'une société de publicité avant d'y jeter deux bouteilles remplies d'un produit accélérant.

19/07 GAND - Des inconnus ont bouté le feu à deux combis de la police dans la nuit de vendredi à samedi à Gand. Les véhicules se trouvaient dans un garage situé au Leiekaai où les combis étaient en réparation. Les combis sont complètement sinistrés.

19/07 LOUVAIN - Des vandales ont jeté des pierres à travers les vitres de la bijouterie Sincère dans la Diestestraat. Rien n'a été volé.

Mi-juin BRUXELLES - Série de tags à Saint-Josse et à Schaerbeek. Parmi ceux-ci :

« feu à l'Etat et à ses papiers », « non aux rafles », « sabotons les déportations », « terroriste ta mère » et encore bien d'autres slogans inspirants.

18/07 DEERLIJK - Pour la troisième fois en quelques mois, des inconnus ont endommagé la propriété de Luk Schelfout, conseiller communale pour le Vlaams Belang. Sa pancarte a été détruite, son drapeau a été volé et quand il a placé une pancarte plus grande, les inconnus l'ont tagguée.

histoires mutines :

Exproprier notre histoire au pouvoir. Lui arracher ce qu'il aimerait garder sous silence et nous en nourrir. La faire exister, ne plus être déracinés, ne plus venir de nulle part. Savoir que d'autres étaient là avant nous. Savoir apprendre de ça, profiter des réflexions, des expériences, des auto-critiques, des scissions... Voilà aussi une tâche d'un mouvement révolutionnaire s'affrontant au pouvoir qui voudrait nous voir isolés, sans passé (où alors terrassés par l'histoire des vaincus).

Cette fois-ci, nous avons décidé de nous réapproprier l'histoire des individus qui, dans les décennies 70' et 80', se sont violemment opposés au nucléaire et au monde qu'il engendre. C'est l'histoire de villages et de régions qui ont tenté de contrecarrer les plans qu'un lobby de nucléaire et qu'un Etat avaient décidé d'imposer par tous les moyens. Et pour cela, ils ont employé tous les outils à leur portée, peu importe qu'ils soient légaux ou non. Ce qui suit, c'est le récit d'une étincelle qui a mis le feu à une révolte qui a ébranlé l'édifice qui nous écrase.



Contexte

Les années 70' en France comme dans le reste de l'Europe voient venir la deuxième vague d'industrialisation de l'après-guerre. La France se spécialise dans le nucléaire, mais l'installation des nouvelles centrales n'est pas du goût de tous. A Plogoff, Golfech, Malleville... vont naître des luttes très dures contre le nucléaire. Contre le nucléaire mais aussi, pour toute une partie des antis, contre le type de société qu'il sous-tend. Une société hiérarchisée, étatique et militarisée, livrée pieds et poings liés aux scientifiques gestionnaires du nucléaire. Plus qu'une lutte qui se résumerait à la simple opposition au nucléaire en soi, ce qui ressort des actions menées, c'est l'affrontement entre plusieurs mondes. C'est le refus de se soumettre aux logiques de mort du monde du capital, de la politique et des intérêts soi-disant supérieurs de la Société.

Bien sûr, le mouvement anti-nucléaire a été un mouvement fortement hétérogène mêlant révolutionnaires, anti-nucléaires tout court, habitants des régions concernés mais aussi, dans le cas de Chooz, ouvriers en luttes pas spécialement contre le nucléaire. Cela a donc été un mouvement avec des stratégies différentes, mais ce qui nous intéresse, c'est que dans bien des cas, la lutte ne s'est pas posée la question de la légalité. Cela n'avait pas de sens, alors, de penser en ces termes et cela a semblé évident à beaucoup. Comme il a semblé évident d'utiliser un vaste panel de moyens pour bloquer l'avancement des chantiers, pour provoquer un maximum de pertes. Pénétrer dans les zones interdites des centrales, monter des barricades pour bloquer les experts d'EDF ou les flics, faire sauter des pylônes électriques, attaquer des locaux d'EDF avec des cocktails molotovs... Toutes ces pratiques sont apparues assez tôt dans la lutte et ont rapidement essaimé.

Certaines ont été revendiquées, d'autres non. Certains communiqués sont très durs. Certains communiqués sont déterminés, mais plein d'humour.

C'est dans la continuation de toutes ces pratiques que s'organise la première nuit bleue antinucléaire revendiquée par CARLOS dont nous vous transmettons le communiqué ci-après. Il ne s'agit pas de tomber dans une admiration mythifiée du sabotage et de l'explosif mais plutôt de se rappeler que ce n'est pas si éloigné de nous et de soutenir ceux qui aujourd'hui assument encore d'agir avec ce genre de moyens pour lutter contre les logiques de la domination.



*Nuit du samedi 19
au dimanche 20 novembre
1977:*

Nuit bleue antinu- cléaire

Vague d'attentats à l'explosif dans plusieurs villes de France.

-Paris : Contre la direction d'EDF et une société allemande de produits chimiques.

-Alfortville : Contre une entreprise travaillant pour la défense nationale.

-Saint-Denis : Contre un garage EDF.

-Lyon : Contre une usine de peinture soustraitante de l'industrie nucléaire, contre les garages EDF.

-Dans l'Ain : Contre un pylône EDF.

-Richemont : Découverte de 5 bâtons d'explosifs près de la centrale électrique.

-Bordeaux : Contre l'usine Creusot-Loire et les bâtiments EDF.

-Toulouse : Contre l'usine Creusot-Loire, les ordinateurs EDF et le centre de recherches atomiques.

-Carcassonne : Contre les bâtiments EDF et une usine (CGE).

-Narbonne : Contre le centre EDF.

-Lodève : Découverte d'une charge d'explosif à la mine d'extraction d'uranium.

Nuit bleue anti-nucléaire

Ces actions sont revendiquées par le "CARLOS" (Coordination Autonome des Révoltés en Lutte Ouverte contre la Société). Le CARLOS est une coordination de plusieurs groupes autonomes libertaires et de groupes de la mouvance autonome qui sont tombés d'accord sur cette action précise et sur le communiqué ci-dessous, avant de reprendre leur autonomie d'intervention.

Communiqué du CARLOS revendiquant les interventions de la nuit du 19 au 20 novembre 1977 :

« Le développement forcené actuel de l'énergie nucléaire est un choix irréversible que le capitalisme nous impose. De par son fonctionnement, sa nature, l'énergie nucléaire est la caricature d'un univers hiérarchisé, technocratisé, militarisé où nous n'intervenons en rien. L'Etat ne respecte même plus sa propre légalité pour la construction de centrales nucléaires, l'ouverture des mines d'uranium, l'extension des usines de retraitement des déchets, etc.

Le choix de l'énergie nucléaire, de par la concentration des moyens économiques, technologiques, humains, est l'occasion rêvée pour le capitalisme de pérenniser sa domination sur nos vies. Une centrale nucléaire, une fois construite, ne peut être détruite avant 20 ans. C'est ici qu'un moratoire limité apparaît clairement comme démagogique. La valse d'hésitations du PS est bien dans la lignée récupératrice, démagogique, de ce parti attrape-tout. Refuser l'énergie nucléaire serait remettre en cause radicalement le capitalisme, ce qui fait sourire quand on voit la bousculade des cadres socialistes, dans la débandade forcenée de leur appétit de pouvoir. Ne nous trompons pas : nous aurons une bombe de gauche, une énergie nucléaire de gauche, avec des flics de gauche et des enterrements démocratiques. Quant au PC, avec ses vues totalitaires et bureaucratiques, il ne peut que cautionner le développement d'une énergie nucléaire dont il aurait le contrôle.

Par ailleurs, le développement actuel des recherches sur l'énergie solaire, s'orientant vers de grosses unités de production, montre que les intérêts du capital résident dans la concentration de l'énergie, pour garder le contrôle de sa redistribution. La lutte contre le développement de l'énergie nucléaire ne peut se cantonner dans l'opposition legaliste des partis et syndicats. De même, il est évident que les manifestations antinucléaires et écologiques ont révélé l'existence d'une contestation profonde de cette société sur les bases d'un refus de tout centralisme, toute hiérarchie, contre le travail salarié et la consommation à outrance, ces rassemblements ne peuvent suffire à stopper le pouvoir. Il est indispensable d'intensifier les actions de sabotage qui touchent directement le pouvoir dans ses intérêts économiques et permettent de retarder, voire de stopper, la construction des centrales, mines, usines liées au nucléaire. Quoiqu'il en soit, le nucléaire n'est qu'un des aspects les plus apparents de l'exploitation généralisée du capitalisme qui ne peut être mis en échec que par l'auto-organisation des individus et par la prise en main de tous les aspects de notre vie quotidienne. »

*extrait d'«actions directes contre le nucléaire et son monde» que vous
pouvez retrouver sur <http://www.infokiosques.net/spip.php?article553>*



histoires mutines :

Chooz- Vireux

C'est dans ce contexte du début des années 80 alors que la lutte continue à Plogoff, Golfech et d'autres villes en France, que naît le conflit à Chooz. Chooz, village situé à la frontière franco-belge dans les Ardennes, a été



désigné pour supporter l'installation d'une deuxième centrale nucléaire. Dès le début, cela ne se fait pas sans résistances. De village en village, chacun s'y met pour empêcher la réalisation du projet. Viennent les rejoindre toute une série de personnes assez différentes: des anti-nucléaires tout court, des révolutionnaires - ceux qu'on nomma les inorganisés ou les radions libres - de France comme de Belgique voire de plus loin. Assez vite barricades, frondes et boulons s'affrontent aux blindés qui doivent littéralement occuper les villages pour mener à bien les travaux d'enquêtes préliminaires.

Par ailleurs au même moment a lieu l'annonce de la fermeture de l'usine de sidérurgie de la Chiers à Vireux, un village proche. Pour les sidérurgistes, le lien avec la centrale de Chooz est clair: la France restructure les usines lourdes en organisant des coupes dans la production lourde et, en même temps elle se spécialise dans le nucléaire civil. En clair: la nouvelle centrale les prive d'emplois. C'est dans ce contexte que les deux mouvements vont se rencontrer. Ci-dessous le récit de cette période par différents acteurs, extrait du documentaire sonore « *ça coûtera cher de nous foutre en l'air* » que vous pouvez trouver sur <http://internetdown.org/videosetsons/vireux>

« (une radion libre) - En 81, il y avait des gens pour croire que si les socialistes passaient, ça allait résoudre le problème et il y avait ceux qui pensaient que cela ne le résoudrait pas.

Mitterrand ayant été élu avait annoncé le gel des projets. Il y avait des différences de point de vue sur la stratégie à adopter par rapport à ça. (...) Il y en a qui voulaient absolument maintenir la lutte et donc impulser les fameux samedi de chaque mois et il y avait ceux qui pensaient qu'il ne fallait pas continuer, qu'il fallait attendre et qui disaient « *Oui mais là on n'a plus d'objectifs. Si on appelle à manifester ce sera par rapport à quoi, etc* » Et il y avait ceux qui disaient « *ben on appelle à manifester pour détruire le plus possible de matériel sur le site, foutre en l'air les piquetages, rentrer dans l'ancienne centrale, etc.* »

Donc, à partir de là, on pouvait très bien imaginer qu'on « créait » une structure clandestine qui appellerait à des manifestations pour faire ce genre de choses. Et c'est ce qui s'est fait.

-A partir de ce moment-là il y a des contacts étroits qui se sont noués avec un certain nombre de personnes sur Chooz. Ce qui les différencie, à mon avis, d'autres endroits, c'est que majoritairement les gens qui se retrouvent sont des gens qui bossent en usine et qui se sont déjà battus, pour la plupart, dans leur entreprise, etc. Et donc, c'est là aussi qu'on va retrouver, entre autre, des gens qui travaillent à la Chiers à Vireux. Ce sont des gens qui vont être à l'interface des liens entre les antinucléaires et les sidérurgistes.

- (...)

-Toi t'as pris part tout de suite à la lutte nucléaire à Chooz ?

- (un sidérurgiste) Au début ça s'est fait avec une paire de gens ici.

Bon, c'étaient des petits trucs bien gentils pour essayer d'ameuter un peu la population. Après, y avait pas grand chose qui avançait et il y a des actions qui ont été un peu plus dures par la suite (...)

- (...) (un autre sidérurgiste) Les deux mouvements n'étaient pas vraiment liés. C'est un concours de circonstance qui fait que ça s'est passé au même moment. Mais tout le monde à Vireux, tous les sidérurgistes, n'étaient pas

Venez passer VOS samedis à Chooz et Vireux

Et quand les ouvriers de la Chiers et les anti-nucléaires se rencontrent un samedi par mois, ça peut donner ça :

«Alors voilà comment ça se passait les flics se pointaient à Chooz pour protéger la centrale. Il y avait des barrages qui se mettaient en place au niveau de Vireux. Les flics démontaient les barrages, les barricades, passaient et allaient à Chooz. Et au retour des flics de Chooz : rebelote !

Et donc, que ce soit à l'aller ou au retour, ça se passait avec fracas, quoi! Avec comme premier objectif, en fait, de tenir le plus longtemps possible. C'est-à-dire pour faire chier les flics, bien sûr, mais tenir le plus longtemps possible, ça voulait dire aussi que tous ces gens qui étaient là, à Vireux, ensemble derrière les barricades, à les construire, etc. Pendant ce temps, ils se parlaient. C'était du temps conquis, du temps de parole et du bon temps en plus. Du temps où, franchement on s'amusait bien. Le jeu, là, il se mêlait à la guerre, on peut dire, quoi!

Il y avait un aspect très sérieux, hein. Parce qu'il faut voir qu'une usine de sidérurgie, c'est quasiment un atelier de fabrication d'armement, quoi. Et l'usine elle était aux ouvriers qui l'ont ouverte à nous - à tous ceux qui venaient et d'où qu'ils viennent.

Ce qui était franchement étonnant puisque moi, je me souviens que, par exemple dans d'autres luttes ou dans d'autres endroits comme ça où nous avons pu être, que ce soit à Longwy ou dans d'autres endroits comme ça, c'était extrêmement difficile de rentrer dans les usines. Entre autre parce que les syndicats faisaient tout ce qu'ils pouvaient pour nous en empêcher. On réussissait à y entrer, mais plutôt discrètement avec la complicité de certains, etc.

Mais là, à Vireux, c'était vraiment porte ouverte. L'usine était à nous. A nous. A eux et à nous. Toutes les machines, les tours, les outils, les machines de l'usine étaient détournées pour, justement, fabriquer des armes, des outils d'attaque ou de défense dont des trucs assez élaborés. Des types ils avaient fabriqué des lance-cocks...

Alors, en plus, cette route elle passait dans le creux d'une vallée. Elle était donc entourée de petites montagnes à partir desquelles ils bombardaient les convois de flics. Ils avaient fabriqué des espèces de lance-projectiles qui étaient très puissants et qui balançaient toute la ferraille et tout les débris de ferraille possibles et imaginables qu'on peut trouver dans une usine de ce genre.

Les barricades elles-mêmes, je me souviens, étaient faites avec des lingots d'acier. Des trucs qui pesaient entre une et deux tonnes, que tu pouvais bouger qu'avec des fenwick. Donc, quand t'en mettais quelques dizaines pour bloquer la route, c'était une sacré entreprise, après, pour les flics, de les enlever, tu vois. Ils étaient obligés de venir avec des buls, du gros matériel. Et très escorté, évidemment, parce qu'on était pas derrière les barricades à les attendre. [Les barricades] étaient défendues de positions qui pouvaient être de l'intérieur de l'usine ou, justement, des petites hauteurs avoisinantes ou, sinon, de tout le village. Sur toute la longueur du village (sur peut-être 1km ou 2km), il y avait des dizaines de (gars) qui attaquaient les convois à leur passage.

D'ailleurs, il y avait une espèce d'émulation, de samedi en samedi et entre les groupes, à ceux qui allaient inventer les moyens les plus drôles ou les plus efficaces ou pour bloquer le plus longtemps possible ou pour leur faire le plus mal... (...)»



Chant de la lutte à Chooz:

Le nucléaire créera des emplois

Le nucléaire créera des emplois

Dans les cimetières, on aura besoin de bras

Le nucléaire créera des emplois

Dans les cimetières et les commissariats

MOBIB: la liberté enfin sous contrôle!

A h , il était grand temps que la STIB se mette à la page des grandes métropoles européennes. Bien sûr, on ne peut nier les efforts constants que la STIB a prodigués pour améliorer l'image de ses transports. Nous n'oublions pas qu'elle a fait appel à la police pour chasser les mendiants et les musiciens ambulants qui polluaient nos trajets. Pour la forme elle a gardé quelques musicos qu'elle fait jouer dans des couloirs froids après les avoir fait passer devant un jury. Nous n'oublions pas non plus qu'elle a augmenté le nombre de contrôles afin d'attraper les dangereux resquilleurs et à l'occasion les sans papiers qu'elle remet à la police. Par contre, nous doutons de l'efficacité de ses dispositifs anti-jeunes (comme la musique classique dans les stations de métro). Ne serait-il pas plus intelligent de mettre en place cet ingénieux appareil appelé mosquito? Déjà installé en Flandres et dans d'autres pays européens, il émet des ondes insupportables, audibles seulement par les moins de 23 ans.

Mais il est vrai qu'il ne faut pas trop lui en demander à la fois, car avec MOBIB c'est déjà l'entrée dans une nouvelle ère qui s'annonce. MOBIB ? C'est une carte munie d'une puce RFID ou puce sans contact, c'est-à-dire que l'on peut lire à distance. Ce must de la technologie s'est déjà implanté dans nos passeports et se retrouvera, à n'en pas douter, bientôt sur nos cartes d'identité.¹

MOBIB c'est la société du futur au présent, c'est le meilleur des mondes que l'on puisse imaginer. Un monde où la police peut tracer les individus à leur insu, car qui dit puce RFID dit aussi contrôlable à distance. Et ainsi, grâce à MOBIB vos trajets sont enregistrés sans même que vous vous en aperceviez. Les puces RFID

associées aux dispositifs biométriques, aux caméras, ... c'est enfin une société qui se donne les moyens de contrôler ses membres et leur circulation entre les différentes zones qui leurs sont autorisées. C'est enfin la transparence totale pour l'Etat.

Bien sûr il y a encore des améliorations à faire. Et en premier lieu, il faudrait fusionner les différentes cartes qui encombrant nos portefeuilles (carte de banque, d'identité, de membres, de consommateurs) en une carte unique et obligatoire afin de centraliser les données encore éparpillées, à l'heure actuelle, dans différentes banques de données. Mais n'ayons crainte, c'est déjà prévu. Pour s'en convaincre il vous suffit de visiter le site internet consacré à l'eID (notre carte d'identité électronique) et celui de la STIB consacré à MOBIB.²

Et pourquoi pas, d'ici quelques années, quand l'idée sera devenue à la mode, la puce sous-cutanée? Après tout, si le bétail y a droit, et que de jeunes branchés se l'implantent déjà pour avoir accès à certaines discothèques, pourquoi pas le généraliser à toute la population? Ne seriez-vous pas rassurés de pouvoir contrôler à tout moment où sont vos enfants, votre conjoint...

Pour toutes informations supplémentaires, n'hésitez pas à écrire à l'un des grands promoteurs de ce qu'il est convenu d'appeler une avancée remarquable du progrès et de la civilisation, à savoir Alain Flausch le directeur général de l'entreprise STIB au:

av. Den doorn, n°1
1180 Uccle

1. Sur www.infokiosques.net vous pouvez trouver un dépliant publicitaire très bien fait qui vante les mérites de la puce RFID, sous le nom de «RFID, la police totale».

2. www.eid.belgium.be et www.stib.be



Tous ensemble, participons joyeusement au progrès et à la construction du meilleur des mondes !

Vive la transparence! Vive l'Etat! Vive la police!

Le comité des citoyens qui n'ont rien à se reprocher

ANTI-TERRORISME A LA FRANÇAISE

Le 19 janvier 2008, lors d'une manif de solidarité avec les détenus sans-papiers en lutte au centre de Vincennes, Yvan, Damien et Bruno sont arrêtés en possession d'ingrédients nécessaires à la confection de fumigènes et de quelques clous tordus souvent utilisés comme crève-pneus pour les bagnoles de flics. La cellule anti-terroriste va vite prendre l'affaire en main les accusant de transport et détention d'éléments composant un engin explosif pour préparer une destruction, dégradation ou atteintes aux personnes. Le tout en bande organisée bien sûr. Après la garde-à-vue de 48 heures, Damien sera relâché sous contrôle judiciaire en attendant le procès. Les deux autres seront maintenus en détention préventive.

Le 23 janvier 2008, Isa et Farid* sont arrêtés lors d'un contrôle douanier au péage de Vierzon. Dans leur voiture, les gendarmes trouvent un peu moins de 2 kg de chlorate de soude, des originaux de plans de prisons pour mineurs et de la documentation expliquant diverses techniques de sabotage en italien et en anglais. Immédiatement, l'affaire est confiée à la brigade anti-terroriste. S'appuyant sur les plans de prison et sur le tract « Pas de prisons pour mineurs, ni à Porcheville ni ailleurs » trouvé dans un des appartements perquisitionné, les flics insinueront qu'Isa et Farid préparaient un « attentat terroriste ».

Après de nombreux refus de leur part, les flics finissent par prendre leurs ADN. Selon les keufs, l'ADN d'Isa correspondrait à un ADN retrouvé sur un engin incendiaire (fait de bouteilles d'essence et d'un dispositifs de mise à feu) placé sous une voiture de flics devant le commissariat du 18ème arrondissement de Paris. Cette tentative ratée d'incendie a eu lieu au début du mois de mai 2007, à l'époque des manifestations concernant l'élection présidentielle.

Fin mai, début juin, la baudruche anti-

terroriste semble se dégonfler quelque peu : Farid, Ivan et Bruno sont remis en « liberté » sous contrôle judiciaire en attendant leurs procès.

Parallèlement, le 20 juin, Juan (le frère d'Isa) est arrêté à son tour car, son ADN correspondrait à un ADN retrouvé sur le dispositif incendiaire placé sous la voiture de police.

La police et la justice anti-terroriste déploient de nombreux moyens pour traquer les « membres » d'une potentielle organisation terroriste, renommée pour le coup : la « mouvance anarcho-autonome francilienne » dite « MAAF ». Et pour donner du corps à cette « MAAF », la justice lie entre elles certaines arrestations de personnes fichées « anarcho-autonome ».

C'est dans ce cadre-là que, mi-août, Damien sera à nouveau convoqué par la police. Cette fois-ci pour l'affaire de l'incendie raté. Son ADN correspondrait à un de ceux retrouvés sur le dispositif incendiaire.

* Surnoms

Ce qui suit est un choix subjectif dans l'actualité française autour de cette thématique. Pour avoir une vue un peu plus complète, nous vous renvoyons vers la brochure mauvaise intention ainsi que vers le journal « Cette semaine » tous deux notamment disponibles au local acrata à Bruxelles ou via cettesemaine@no-log.org.



UNE ARRESTATION DE PLUS

Le 29 juillet, G. s'est fait arrêté à dix heures du matin en pleine rue, à Montreuil, alors qu'il sortait de là où il avait passé la nuit. Sous la réquisition de la juge anti-terroriste Marie Antoinette Houyvet, l'équipe de la brigade criminelle section anti-terroriste du commandant Mario Menara le place immédiatement en garde à vue en régime anti-terroriste. Ce qui implique que celle-ci peut durer jusqu'à 96h, qu'il n'a droit à un avocat qu'à partir de la 72ème heure et que c'est la juge qui décide s'il peut prévenir un proche, en l'occurrence elle le refusera.

On lui déclare rapidement que l'objectif de cette arrestation est de comparer son ADN à ceux qui auraient été retrouvés sur un engin incendiaire, sous une dépanneuse de police en mai 2007. Deux personnes dont les ADN correspondraient sont en détention et la brigade criminelle dit rechercher encore trois personnes de sexe masculin dont les ADN correspondraient à ceux prélevés sur l'engin. Deux policiers

menottent G à une chaise, lui ouvrent la bouche de force et prélèvent son ADN. La brigade criminelle affirme que deux gardes à vue passées avec Juan et une vérification d'identité à l'occasion d'une manifestation devant la prison de Fresnes en soutien à celui-ci, sont des éléments suffisants pour lancer une investigation contre G. En l'occurrence, cette investigation a déjà donné lieu à une filature pendant un temps indéterminé (*«on sait où tu as dormi et à quelle heure tu te lèves»*), une surveillance des appels téléphoniques (G. peut voir précisément sur une table de la brigade tous les appels qu'il a donné et reçu et les noms qui correspondent à ces numéros pendant au moins trois semaines), et à une enquête sur ses activités. Les interrogatoires portent sur les liens qu'il entretiendrait avec les personnes incarcérées au cours de cette affaire.

Mais G. n'a *«rien à déclarer»*. Alors les flics discutent, jouent les gentils, tentent de cerner le profil... Suit une perquisition au domicile de G. lors de laquelle des tracts (*“Refuser le fichage ADN”, “Pourquoi nous haïssons la police”, “Quand la BNP collabore”, “Fêtons la destruction du CRA Vincennes”*), une brochure (*“Refuser le fichage ADN”*) et

une affiche (*“Réunion contre les nouvelles technologies de police”*) sont saisis et mis sous scellés. La brigade criminelle dit s'occuper des actes de violence de la mouvance anarcho-autonome (à cette occasion G. apprend par un flic que RESF en ferait partie) et plus particulièrement de l'affaire de la dépanneuse et de celle d'agences BNP dévastées et incendiées.

Elle convoque pour le lendemain les trois personnes présentes dans l'appartement au moment de la perquisition. Les flics menacent : *«Si vous ne venez pas, vous ne pourrez pas sortir de France»* ou *«Tant que vous ne venez pas, G. ne sortira pas»*.

Après de longues discussions et sous la pression de la police, les trois personnes se rendent au quai des Orfèvres. On les interroge sur les liens qu'ils entretiendraient avec les personnes de l'affaire pré-citée, sur les tracts saisis, sur leur présence et celle de G. à Montreuil. Les trois personnes convoquées déclarent méconnaître l'affaire ainsi que les personnes supposées concernées. Enfin, les flics disent que l'ADN ne correspond pas, ils attendent que les personnes convoquées soient interrogées et ils relâchent G.

Les lois sont immorales, notre délinquance a des principes... actifs.

Liberté pour Isa, Juan

et tous les autres enfermés

(texte trouvé sur <http://cettesemaine.free.fr>)



LETTRÉ DE BRUNO:

POURQUOI JE ME SUIS FAIT LA MALLE.

«Agir en primitif et penser en stratégie», René Char.

Salut à tout-e-s les camarades, amis,

Salut à toutes celles et ceux qui de près ou de loin ont suivis nos histoires.

Je me suis fait arrêter en janvier et après quatre mois et demi de prison, et de luttes aussi pour obtenir des conditions décentes de détention, me voilà dehors en contrôle judiciaire depuis un mois. Le contrôle judiciaire, c'est une espèce de loi individuelle qui te dit ce que tu dois faire et ce qu'il t'est interdit de faire. Moi, je ne devais pas sortir du territoire de Belfort, ni du département de la Haute-Saône (Est de la France) où était fixée ma résidence, chez mon père. Mes déplacements étaient théoriquement limités à la recherche et à l'exécution d'un travail ou alors pour les besoins de l'enquête. L'idée, c'est un contrôle social fort et une mise à disposition de son corps à la police et à la justice. Moi, je devais par exemple aller chaque semaine montrer ma face à la gendarmerie locale et être «suivi» deux fois par mois par un flic social de la pénitencière, sorte de relais local avec le juge d'instruction. En gros, les choses sont simples, tu te tiens à carreau, on/tu te trouves une place et tu y restes ou alors tu retournes en prison, et t'as pas intérêt à déconner avec ça.



J'ai eu, pendant le mois où je suis resté en contrôle judiciaire, la désagréable sensation d'être en dehors tout espace de luttés, d'assister à ma propre mort en tant que sujet politique. En acceptant leurs règles du jeu, c'est comme si je signalais ma propre soumission, ma rédition en tant que révolté, même si parfois nous pensons qu'il est possible de se dire *«Je joue le jeu un moment et après je serais tranquille.»* ou alors *«Je joue le jeu en façade.»*. Voilà, je me suis senti dépossédé du comment je choisis de me battre avec l'existant, je me suis senti dépossédé du comment je lutte pour une transformation radicale des espaces où nous vivons, et contre la médiation capitaliste de nos vies.

Alors mon geste est le geste simple de ma révolte contre ce que l'on tente de m'imposer. Je ne possède rien sinon ma propre vie et je pouvais choisir entre me laisser broyer et annuler tout ce que j'avais fait jusqu'alors ou bien me battre, ne pas accepter la situation qui nous est faite, prendre les espaces qui s'ouvrent à moi. Il ne me restait comme marge de manoeuvre que l'illégalité, la clandestinité et la fuite. D'abord, pour mettre un peu de distance entre les flics et moi. Ensuite, pour oser vivre au présent, sans regrets. Je sais que ce chemin est dur, que bien souvent, c'est la prison qui nous rattrape, que les griffes de la répression finissent par s'abattre sur celles et ceux qui luttent dans l'illégalité. Je sais aussi que je préfère quelques heures de liberté volée, arrachée à ceux qui nous oppressent plutôt que respirer au compte-goutte et de la main du maître. Je veux vivre sans maîtres, sans personne pour me dire ce qu'il est bon ou mauvais pour moi. Peu importe ce que l'on pense de moi. Je veux vivre en révolte permanente contre l'oppression. Je veux, partant de là, tisser des liens qui permettent l'agir collectif, car c'est cela la politique, s'entendre, à la base, sur ce que nous voulons, et agir en conséquence. Nous partons des problèmes que nous avons et nous agissons sans attendre qu'un chef vienne nous dire s'il est d'accord ou pas.

Fuir aujourd'hui au contrôle judiciaire, c'est

me replacer avec celles et ceux qui luttent, c'est affirmer que je ne suis pas un corps à gérer, à qui on impose sa volonté, c'est dire que je n'en ai pas fini avec la critique de l'oppression, du pouvoir du capitalisme, que je n'en ai pas fini d'être un parmi des centaines et des milliers qui luttent dans les espaces qui sont les leurs contre la folie de notre époque. Je n'en ai pas fini de penser que c'est dans la lutte, cette réappropriation quotidienne de nos vies, que se trouve la liberté.

Je pense à toutes celles et ceux qui luttent dans la solidarité pour les camarades en prisons. Une pensée particulière pour elles et eux, nos compagnons incarcérés, force courage et détermination.

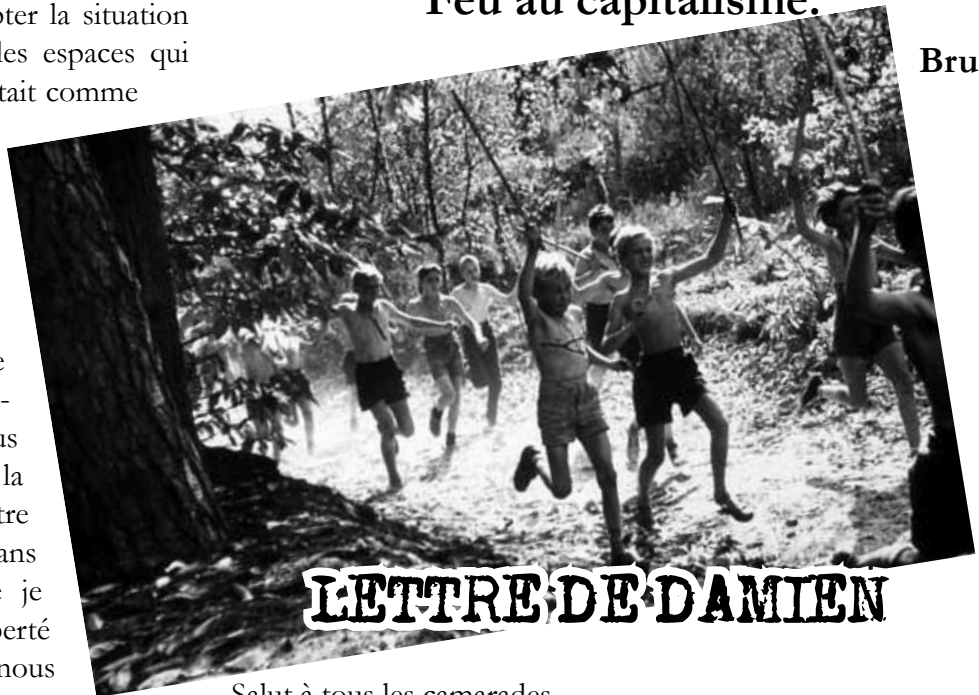
Pour toutes celles et ceux qui échangent la destruction de nos vies contre de l'argent, une position sociale ou je ne sais pas quoi, vous n'aurez de moi que l'expression de mon plus profond mépris, je souhaite ne jamais vous revoir.

Depuis la clandestinité.

Feu à toutes les prisons.

Feu au capitalisme.

Bruno.



Salut à tous les camarades,

C'est une triste nouvelle qui me pousse à écrire cette lettre. A l'heure où elle sera rendue publique, je serai en prison, enfermé dans une cellule pour un temps que j'ignore. Il y a une semaine, j'ai reçu une convocation de la juge antiterroriste Houyvet pour le 14 août en tant que mis en examen dans le cadre de l'instruction sur la supposée « Mouvance Anarcho-Autonomie Francilienne ». Pour mémoire, j'avais déjà été interpellé le 19 janvier avec Ivan et Bruno qui étaient en possession de fumigènes. J'avais alors été placé sous contrôle judiciaire.

Je suis donc convoqué le 14 août, car les flics et les experts en charge de ces affaires prétendent avoir recoupé mon ADN prélevé sur un de mes habits en Garde-à-vue le 19 janvier (j'avais

alors refusé de le donner volontairement) avec l'un de ceux relevé sur une bouteille remplie d'essence retrouvée sous une dépanneuse de la police en mai 2007, au moment de l'élection présidentielle. Dans cette affaire, Isa et Juan sont déjà incarcérés.

Je sais donc, en me rendant à cette convocation, que je n'ai aucune chance d'en sortir à l'issue et pourtant je m'y rends. Si je tiens à écrire cette lettre, ce n'est pas pour me justifier ni pour chercher un assentiment collectif. J'ai fait ce choix après réflexion et après en avoir discuté longuement et collectivement. Ce fut, évidemment, une décision difficile, mais je l'assume pleinement. J'avais seulement envie d'expliquer cette décision à toutes celles et tous ceux avec qui j'ai déjà partagé des moments de vie et de lutte et parce que cette situation peut toucher d'autres personnes et qu'il est bon de partager les expériences. Si je le fais dès aujourd'hui, c'est parce que je sais bien qu'il sera plus difficile de communiquer ensuite.

Dans cette affaire, mon ami Bruno a fait un choix différent, il a préféré la cavale pour des raisons tout à fait compréhensibles. Je lui souhaite de tout cœur bon vent et j'espère que tous les charognards de la répression ne retrouveront jamais sa piste. Nos choix ne sont pas les mêmes, mais ne s'opposent pas entre eux. Libre, en cavale, sous contrôle judiciaire ou enfermé, ces situations sont différentes mais quelle qu'elles soient, nous restons animés par le même désir de liberté et le même envie de révolte face à ce qui nous opprime.

Dans ma situation, il n'y avait que peu de possibilités : partir ou me rendre à la convocation, soit l'exil ou la prison. Je ne voulais pas ne pas m'y rendre et attendre qu'ils viennent m'arrêter chez moi ou m'enlever en pleine rue. Quant à partir, je ne me voyais pas refaire ma vie à des milliers de kilomètres ni vivre caché dans la crainte permanente d'être arrêté. Bien que, je le répète encore, je comprends et soutiens tous ceux qui ont fait ces choix, mais moi je ne me le sentais pas, voilà tout. Restait donc me rendre à cette convocation et aller quelques temps en taule, ce qui ne signifie pas que j'accepte mon sort. Aller en taule tout en continuant à lutter pour la liberté, sans oublier ce qui nous anime politiquement, sans renier ce qu'on est, des révoltés contre l'ordre des choses, contre la marche de ce monde qui se prétend naturelle et contre la résignation.

Quant aux faits qui me sont reprochés, je nie une quelconque participation à cette action, je conteste ce rapport d'expertise et par là tout le système judiciaire et sa cohorte d'experts qui font maintenant de l'ADN l'élément indiscutable prouvant la culpabilité, l'empreinte génétique devenant la preuve absolue. J'affirme néanmoins ma pleine solidarité avec toutes celles et tous ceux qui, lors de la dernière élection présidentielle, ne se sont pas contentés de rester dans leur coin, mais sont descendus dans la rue pour gâcher la fête de l'arrivée au pouvoir d'un nouveau chef et exprimer avec rage leur refus d'être gouvernés, chacun à leur manière.

Cette révolte se poursuit aujourd'hui de différentes manières, dans les centres de rétention, dans les lycées ou dans les rues et j'espère de toute ma détermination et de toute ma rage que les murs qu'ils construisent ne suffiront à nous séparer et à briser nos solidarités et nos révoltes.

A bientôt,

Damien.

Plus de textes et d'infos sur: <https://infokiosques.net/spip.php?article597>

bref, du désordre

17/07 MOLENBEEK -

Des inconnus ont jeté un cocktail Molotov contre une voiture qui a entièrement brûlée.

16.07 DIKSMUIDE - Dans la nuit, une dizaine de voitures garées dans le garage Vanbellegem ont été détruites par un incendie, probablement d'origine criminelle. Les voitures garées là sont des véhicules qui ont été saisis par la Justice ou par la police. Il y a quelques semaines, un incendie similaire s'était déclaré à Rollegem, détruisant environ 20 véhicules saisis.

15.07 WESTERLOO - Dans la nuit, un incendie d'origine criminelle a ravagé une entreprise de bus. Trois autocars, une voiture, le hangar avec les pièces de réparation, l'atelier,... sont partis en fumée.

12.07 DEURNE - Un individu a saboté l'éclairage de la bande d'atterrissage de l'aéroport de Deurne. Les câbles électriques de 7 des 11 lampes ont été coupés.

11/07 LEUVEN - Mardi, des vitres du dépôt de flics situé Rue de Malines ont été cassées. Un tag a été laissé sur place : «Tous les flics sont des batards.»

03/07 LEUVEN - Des inconnus ont dégradé une filiale de la banque KBC dans la Rue de Paris. Deux imprimantes ont été détruites et le distributeur de billets a été bloqué.

01/07 ATHENES - Un groupe se présentant comme anarchiste a revendiqué quatre opérations de «distribution gratuite de marchandises» menées en juin contre des supermarchés à Athènes au nom de la lutte contre la vie chère. Lors de la dernière expédition : une vingtaine de personnes y ont fait irruption, casquées et armées de bâtons, pour y remplir, sans payer, des chariots, dont le contenu a ensuite été distribué dans la rue.

01/07 BRUXELLES - Vers 4h45, quatre policiers ont été tabassés par un groupe d'une vingtaine de jeunes, sur le site de Bruparck. Les cinq policiers étaient en civils quand ils ont été apostrophés par un jeune. Les policiers ont repoussé l'individu et tenté de regagner leurs véhicules. Le jeune s'est énervé et a proféré des insultes visant leur profession à l'encontre des policiers en civils. Il a rameuté sur le parking une vingtaine de jeunes en sifflant. Le meneur s'est retrouvé torse nu et a frappé les policiers au moyen de sa ceinture. Les policiers ont été contraints de quitter les lieux. Les individus n'ont pas été identifiés.

acrata

bibliothèque anarchiste

Journaux disponibles à Acrata:

-De Nar est un bimestriel anarchiste néerlandophone. On y retrouve des tracts et des textes qui sont directement liés à une pratique de résistance sociale et qui cherchent la confrontation directe avec ce monde. Dans le numéro 218 vous trouverez entre autre des articles autour du phénomène de l'alarme nucléaire, du pouvoir d'achat et des problèmes apparentés; et les tracts au sujet de l'expulsion du squat "Vaartkom" à Louvain, au sujet d'un été chaud tant à l'intérieur qu'à l'extérieur des prisons et au sujet de la révolte au centre fermé 127bis. Mais aussi, les rubriques fixes comme la correspondance du monde des centres fermés et des déportations et des brèves des derniers mois.

Contact: info@denar.be

-La Cavale est une publication bimestrielle de correspondance de la lutte contre la prison avec des contributions (tracts, textes de discussion) et brèves de toute l'Europe. Dans le dernier numéro: des informations sur les derniers événements dans les prisons belges (nouveaux modules d'isolement, mutinerie à Verviers, évasions, rassemblement devant la prison de Lantin...), correspondance autour de la lutte contre les centres fermés et les déportations, textes autour de la répression en France, des nouvelles d'Italie (le procès contre les émeutiers de Gênes 2001, lettres des prisonniers) et de Grèce,... Et notamment une témoignage du trajet d'un sans-papiers dans la rue et ensuite en révolte dans les centres...

Contact: abcantwerpen@gmail.com ou abc_gent@yahoo.com

-Cette Semaine apériodique. Vous pouvez retrouver dans le numéro 96 la correspondance complète autour de la répression et de la solidarité en France et des textes de fond sur la notion de terrorisme, des textes autour du centre fermé de Vincennes qui a été incendié par des prisonniers, autour de la lutte contre les déportations (notamment en France et en Italie), autour des restructurations urbaines à Marseille et à Avignon,...

Contact: cettesemaine@no-log.org

intimidations et jeux policiers

Samedi 9 août, sur le coup de 18h, 6 flics débarquent à la bibliothèque anarchiste « acrata » située dans le centre de Bruxelles. Bien qu'habillés en civil, ils se présentent directement comme faisant partie des services de l'Onem et de l'Horeca (sorte d'inspection du travail)

Ils exigent de recevoir l'identité du responsable du local. Une des deux personnes présentes à ce moment-là refuse de présenter sa carte. Très vite, elle se fait menotter pour ensuite être embarquée au poste. La deuxième personne décide alors de se plier aux injonctions de la flicaille, et décline son identité.

Après une rapide fouille du local et les quelques remarques d'usage de la part des gardiens de l'ordre (« sales anarchistes »), notre compagnon est donc embarqué au poste et le local est mis sous scellés. Une fois au commissariat du centre, le copain n'a évidemment « rien à déclarer ». Il sera assez vite relâché sans même avoir été interrogé sur quoi que ce soit. Les scellés seront retirés du local le lundi qui suit, sans que nous ayons reçu plus d'explications.

Ce petit jeu de pression ne nous étonne en rien. En ouvrant une bibliothèque anarchiste, nous ne nous attendions pas à nous faire des amis auprès de l'Etat et de ses chiens de garde. Cette intervention démontre bien à quoi sert la flicaille : rappeler à l'ordre tout esprit contestataire ou toute personne ne suivant pas les règles du jeu servant à maintenir un système de domination et d'exploitation.

Rien de bien neuf, c'est juste plus clair quand on y est confronté, et nous ne perdrons pas l'occasion de pouvoir le réaffirmer publiquement quand la situation se présente.

Pour notre part, il va de soi que nous maintenons tant les activités prévues (projections, resto-solidaire) que les permanences pendant lesquelles vous pouvez emprunter des livres, consulter des archives,...

Aujourd'hui comme hier, l'anarchie est nécessaire.

Acrata

Local anarchiste : 32, rue de la grande île - 1000 bruxelles
acrata@post.com

Recette:

Pas de recette cette fois-ci, mais quelques recommandations quant aux ustensiles de cuisine.

Pour plus de sécurité, les gants sont souvent nécessaires. Voici notre sélection :

Les gants en latex : A condition d'en enfiler deux paires l'une au-dessus de l'autre, ceux-ci ne laissent pas de marques sur les objets manipulés. Par contre, ils impriment parfaitement vos empreintes digitales à l'intérieur du gant. Il faudra donc s'en débarrasser de manière sûre et efficace une fois la préparation terminée.

Les gants en cuir : sont "propres et hygiéniques", mais ils laissent leurs propres traces. Il faudra donc aussi s'en débarrasser de manière définitive après usage.

Les gants en coton : Must du must pour cuisiner en toute tranquillité. On ne sait que vous les recommander.

Il nous reste à préciser que ces quelques conseils ne valent que pour les empreintes digitales, d'autres types d'indices peuvent être utilisés lors des contrôles d'hygiène...



Bon appétit !

Travailleurs, travailleuses,

Il est 6 h du matin, et ce soir lorsque nous sortirons du boulot il fera déjà nuit.

Pour nous la lumière du soleil, aujourd'hui encore, ne brillera pas.

Nous ressortirons fatigués, vidés, convaincus d'avoir gagné notre journée alors qu'au contraire, nous aurons toutes et tous été volés. **Oui, nous disons bien volés.** Volés de huit heures de notre vie, de rapports passionnants et de nos réelles envies.

Le travail est une prison...

...et une prison, ça se détruit.

